la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 454 — Nouvelle série Numéro 153 **OCTOBRE 1960 — PRIX : 1,50 NF**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . 8 NF (800 fr.)
Un an . . . . 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois . . . . 10 NF (1.000 fr.)
Un an . . . . 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 454 - Octobre 1960

ENTRE NOUS...

Nous continuons à prolonger l'œuvre de Monatte, aussi à maintenir son esprit. C'est dans ce double but que la « R.P. » survit à son fondateur.

Il ne s'agit pas seulement d'élever ici un monument à un guide irremplaçable, mais de nous inspirer de son exemple pour nous orienter dans le présent. Surtout nous devons profiter de la « R. P. » pour dire tout ce que l'on ne peut dire ailleurs.

Depuis la fondation de notre revue, il s'est produit bien des événements internationaux, qui nous ont amenés à prendre position immédiatement, et souvent en nous opposant les uns aux autres. C'étaient des contradictions normales, qui se sont retrouvées en maintes criconstances. Il s'agissait le plus souvent dans le choix entre le maintien de la paix et la résistance au totalitarisme. Sur le plan national, nous avons pu nous partager devant les impératifs de l'unité ouvrière et de l'action révolutionnaire...

C'étaient là, ce sont encore des débats auxquels rien de sordide et de vil ne peut se mêler. Si nous nous sommes retrouvés, unis encore, après chaque grande crise, c'est parce que nous ne doutions pas les uns des autres, parce qu'aucun intérêt personnel ne corrompait l'adhésion à une cause, parce que nous pouvions nous heurter violemment sans que soit atteint notre honneur d'hommes et de militants.

C'est là sans doute notre seul privilège, mais c'est bien sa permanence qui a assuré la vie de la « R.P. ».

Notre époque est-elle plus difficile à vivre que les temps passés ? Ce n'est certes pas établi. Nous avons déjà connu, en période de crises, une jeunesse intransigeante et impatiente, se heurtant aux hésitations, à l'opportunisme, au libéralisme aussi de ses aînés.

A la « R.P. », fidèles à la grande parole de Rosa Luxembourg : « la liberté... c'est d'abord la liberté des autres », nous continuerons à permettre aux uns et aux autres de s'exprimer. Et à la jeunesse qui se cherche, à la jeunesse ouvrière surtout, nous offrons la possibilité de poser à nouveau toutes les questions que l'on croyait résolues.

C'est pour elle que la « R.P. » continue. Il faut que les jeunes la découvrent. Il faut que nous les retrouvions.

Le gérant : Roger HAGNAUER. Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris.

Soutien au F. L. N. et insoumission

La politique intérieure française est dominée actuellement par deux manifestations du monde intellectuel français contre la guerre d'Algérie : le procès du réseau Jeanson et le manifeste des 121. On ne comprendrait pas que *La Révolution Prolétarienne*, pionnière de la lutte anticolonialiste, ne dise pas ce qu'elle pense de ces deux manifestations de la protestation intellectuelle en France.

Nous n'aimons pas que les organisations de la classe ouvrière française, les syndicats, opposent « les actions de masse » aux actes de révolte de personnalités qui, en général, ne font pas partie du mouvement ouvrier. Il faudrait d'abord qu'il y ait « action de masse ». Celle-ci semble maintenant se développer avec la proposition de l'Union Nationale des Etudiants de France et avec « l'appel à l'opinion » lancé par la Fédération de l'Education Nationale. Je ne peux pas m'empêcher de penser que l'action des individualités courageuses n'a pas nui — au contraire — au déclenchement de cette « action de masse » que nous avons longtemps attendue. Jusqu'à présent, la classe ouvrière n'avait pas été appelée, par ces organisations qui sont censées être son avant-garde, à une action réelle contre la guerre d'Algérie qui sévit depuis six ans. C'est peut-être en raison de cette absence d'intervention de la classe ouvrière, avec ses armes propres, que les deux manifestations dont nous parlons se placent au premier plan et concentrent sur elles la rage et la répression des forces réactionnaires bornées et du gouvernement dépassé qu'elles ont amené au pouvoir.

L'affaire du réseau de soutien du F.L.N. est terminée. C'est du moins ce que pensent sans doute les juges militaires qui viennent de frapper de peines outrancières les membres de ce « réseau ». L'affaire nous intéresse un peu personnellement parce que le propre fils de notre camarade Charbit — assez connu pour ses états de service syndicalistes — y est impliqué (son cas a dû être disjoint, mais il reviendra). Je ne pense pas que ce qu'on peut appeler la « doctrine » de notre revue puisse avoir beaucoup de points communs avec l'idéologie qui anime les accusés du procès Jeanson. Je ne pense pas que tout le monde parmi nous soit disposé à « porter les valises du F.L.N. ». Mais cela n'empêchera aucun d'entre nous d'être moralement solidaire de ces hommes et de ces femmes libres qui — chose rare entre toutes — ont voulu mettre leurs actes en accord avec leurs idées. Sur le plan humain, c'est avec eux que nous sommes, contre leurs « juges » qui croient peut-être avoir rendu la justice alors qu'ils n'ont fait que jouer leur rôle dans un épisode de la dernière guerre colonialiste. Le problème dominant, le seul problème, est d'y mettre fin. Je ne crois pas que l'action des membres du réseau Jeanson, telle qu'ils l'avaient comprise et réalisée, était de nature à hâter cette fin. Mais je sais certainement que la répression des tribunaux militaires est un accompagnement inévitable autant qu'inefficace, de la guerre. Si celle-ci se poursuit longtemps encore, nous verrons pire. La dénonciation de la répression militaire fait partie de la lutte contre la guerre. Nous n'y faillirons pas et nous ne cesserons de demander aux organisations syndicales ouvrières — qui veulent, elles aussi, qu'on en finisse — de dénoncer également cette répression aveugle.

***

Le manifeste des 121 — devenus maintenant plus de 180 — a été signé par plusieurs de nos camarades du « noyau » de la « R.P. ». J'estime que l'accusation de « provocation de militaires à la désobéissance » n'est pas fondée en droit. Le texte dit que « les signataires ne veulent pas donner de conseils à des hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes graves ». Le gouvernement du Prince a voulu seulement faire beaucoup de tapage autour de ce manifeste pour satisfaire un peu la clientèle hurlante des « ultras » ; il continue, comme depuis deux ans, à louvoyer et à ruser sur le problème algérien. J'ai lu le texte du manifeste et je n'y ai rien trouvé que je doive repousser. Comme les signataires, je ne donnerai pas aux jeunes le conseil de ne pas se soumettre. Il y a deux bonnes raisons à cela. La première, c'est que j'ai largement dépassé l'âge qui pourrait me permettre de joindre l'exemple à la leçon. La deuxième, c'est que, placé naguère devant un cas de conscience, sinon absolument identique, du moins analogue, j'ai opté pour la soumission. J'entends : la soumission matérielle, corporelle, mais les porteurs d'uniforme se contentent de celle-ci, impuissants qu'ils sont à obtenir la soumission de la pensée. Cependant j'affirme que le droit à l'insoumission reste un droit inviolable de l'individu. Si l'homme dit : entre les exigences de l'Etat et les impératifs de ma conscience, il y a conflit ; je le résous en faveur de ma conscience, on ne peut que s'incliner.

Aucune raison d'Etat ne saurait prévaloir contre cette décision. La mise en marche de l'appareil répressif de l'Etat ne change rien à l'affaire, au point de vue moral. Ce droit à l'insoumission, des « grands », des « illustres » en ont donné l'exemple. Bien plus, il y a des cas où il faut bien parler du devoir d'insoumission. Les vainqueurs de la dernière guerre l'ont invoqué contre les criminels de guerre qui se retranchaient derrière le devoir d'obéissance. Nous en avons assez dit pour que notre solidarité avec les signataires du manifeste dit « des 121 » soit fermement établie.

***

Le gouvernement du Prince feint de croire, et il voudrait faire croire que ce sont ces manifestes exprimant la révolte justifiée d'hommes libres, indépendants et cultivés, qui doivent être tenus pour responsables de la résistance ouverte ou sourde qui grandit dans la jeunesse de ce pays. Mais sa répression se révélera impuissante à endiguer ce courant. Elle l'accélérera peut-être. Au fur et à mesure que, trahissant les promesses tacites qu'il a faites au peuple, il continuera cette guerre, il verra devant lui grandir la résistance. Il deviendra de plus en plus un gouvernement de guerre civile.

Il en profite en tout cas pour reprendre la vieille politique réactionnaire envers les fonctionnaires. Il est encore des gens pour penser que le fonctionnaire est au service du gouvernement. Cela ne tient pas debout. Le gouvernement est passager, contingent, à la surface des choses, c'est une superstructure. Le fonctionnaire est au service du public pour une tâche d'intérêt général déterminée. Il est payé pour

cela par un prélèvement sur les revenus des citoyens, y compris sur son propre revenu. En dehors de son service, il a exactement les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un autre citoyen. Au dix-neuvième siècle, le patron privé considérait aussi que son ouvrier lui devait obédience. « Je le paye », disait-il. Il ne tolérait donc pas que celui auquel il donnait l'emploi, lutte, même à l'extérieur, contre le patronat, organise les ouvriers pour la défense et l'offensive. Il le congédiait, et « les braves gens » trouvaient ça bien. Aujourd'hui, au moins dans le cadre de la légalité, il ne peut le faire pour les mêmes raisons. L'ouvrier, payé par lui, est théoriquement libre (et souvent pratiquement) de le combattre sur le plan syndical et politique. Il n'en va pas autrement pour le fonctionnaire. Les gouvernants de réaction — et qui ont en outre mauvaise conscience — se distinguent par ce besoin maladif de s'attaquer au statut civil et pénal des fonctionnaires. Ce gouvernement ne pouvait que prendre son rang. Entendons-nous bien : les travailleurs de la fonction publique ont et prennent les mêmes responsabilités que les autres citoyens. Il est intolérable qu'ils payent sur leur emploi et sur leur gagne-pain l'exercice de leur liberté d'opinion.

Le manifeste des 121 a donc été l'occasion pour le gouvernement du Prince d'essayer de modifier à son profit le statut des fonctionnaires et de s'octroyer des droits de sanction abusifs. Les syndicats des travailleurs de la fonction publique ont protesté. Nous espérons qu'ils développeront leur protestation. Les syndicats des acteurs de la R.T.F. ont montré l'exemple en arrêtant le travail sans autre considération que la solidarité immédiate avec ceux de leurs camarades à qui l'on prétend interdire de jouer Molière ou Beaumarchais sous le prétexte qu'ils ont signé un texte contre la guerre d'Algérie.

Je pense bien que la Fédération de l'Education nationale et le Syndicat National des Instituteurs — en plus de la protestation qu'ils ont déjà fait entendre contre l'atteinte aux droits civiques des fonctionnaires — prouveront concrètement leur solidarité matérielle et morale avec les universitaires que la répression a frappés.

Sans doute, c'est « l'action de masse » qui sera efficace, non seulement pour répliquer à cette répression, mais encore et surtout pour que la guerre d'Algérie s'arrête enfin. C'est d'ailleurs une seule et même lutte. Que viennent donc ces actions de masse ! En les organisant, les syndicats ouvriers travailleront à remettre de l'ordre Je dis bien : de l'ordre. Goethe, dans un jour de mauvaise inspiration, disait qu'il préférait l'injustice au désordre. Nous subissons, nous, à la fois, le désordre et l'injustice.

Raymond GUILLORE.

POUR LA PAIX EN ALGÉRIE

L'ACTION DE MASSE SE DÉVELOPPE

La Fédération de l'Education Nationale vient de lancer un « *Appel à l'opinion* » dont nous reproduisons ci-dessous le texte. Il nous donne satisfaction. Nos amis, pensons-nous, le signeront et le feront connaître.

En outre, l'*Union Nationale des Etudiants de France* organise pour la fin de ce mois une manifestation nationale pour la paix négociée en Algérie. Elle y convie les mouvements de jeunesse, les syndicats, les « organisations démocratiques ». Certains de ses considérants ne nous plaisent pas tellement. Mais nous ne voulons voir que l'objectif. Nul doute que nos camarades, individuellement et dans leurs organisations respectives, appuient de toutes leurs forces cette manifestation dans toute la mesure où elle conservera ses objectifs initiaux.

Sur un tout autre plan, pourquoi ne parlerions-nous pas de la déclaration « d'élus de tendances diverses » qui créent un « Comité pour la paix en Algérie... et la sauvegarde de la Communauté » ? Le chanoine Kir figure parmi eux ! Mais ce sont surtout des élus municipaux et cantonaux qui sont très près de la population et qui sont tenus d'exprimer ses réactions élémentaires. Quoi d'étonnant à ce qu'ils écrivent :

« *Des hommes, des femmes, des jeunes s'interrogent chaque jour davantage sur la conduite à tenir, et l'obligation du service militaire plonge ces derniers dans de véritables drames de conscience. Ces scrupules honorent ceux qui s'élèvent ainsi au-dessus du commun.* »

Pour en revenir maintenant au mouvement ouvrier, voici le texte de l'appel signé par les militants de tête de la Fédération de l'Education Nationale et du Syndicat National des Instituteurs, ainsi que par de nombreux militants syndicalistes et personnalités universitaires :

APPEL A L'OPINION POUR UNE PAIX NEGOCIEE

La guerre d'Algérie, qui depuis six ans ronge le pays, n'est ni une opération de police ni, comme il est dit depuis peu, une suite « de tiraillades et d'embuscades ».

L'échec des négociations de Melun et les difficultés accrues de les renouer ne sont pas, comme on veut le faire croire, principalement imputables à l'intransigeance du F.L.N.

La politique d'investissements et de promotion musulmane n'apaise pas le conflit et ne peut l'apaiser — serait-elle effective — tant que se poursuivent ratissages, tortures, déportations, que rien, pas même les attentats, ne peut justifier, et tant que continue d'être refusé l'exercice du droit, reconnu, à l'autodétermination réelle.

Un nombre croissant de Français pressentent la vérité.

La vérité c'est qu'il n'y a d'autre dénouement qu'une paix négociée ;

C'est que les formules avancées par le pouvoir — paix des braves, autodétermination, Algérie algérienne, entité algérienne — ont une logique, appellent une conclusion que tout le monde voit ;

C'est qu'il n'y a plus d' « Algérie française » possible et qu'aucune politique ne saurait renverser le cours de l'évolution présente ;

C'est enfin que le chantage exercé par les milieux ultras et par une partie de l'armée interdit de faire la paix.

Cette vérité s'impose, hors de toute doctrine politique ou morale, avant tout débat sur le nationalisme algérien, sur la nature du F.L.N. et sur celle du régime installé en France.

Le pouvoir s'emploie à la dissimuler, il falsifie les faits et pourchasse jusqu'à leur évocation. Certains journaux sont saisis pour révéler les opinions gênantes, lors même qu'ils ne les partagent pas ; des sujets d'articles sont interdits à l'avance.

La fraction la plus avertie de l'opinion s'accommode de cet état de choses : c'est que son opposi-

tion à la guerre, si vive soit-elle, n'est qu'un fait de pensée.

La masse des Français subissent tous les effets de la guerre sur le plan moral, social, économique, mais, comme ils n'ont pas la guerre chez eux, la vérité qu'ils sentent ne devient pas volonté politique.

Les jeunes, eux, sont jetés dans la guerre ; et dans la guerre la vérité les attend. Avec la vérité, le désarroi, l'endurcissement ou même la dégradation, la crise de conscience ou même la révolte. Sans qu'ils portent en aucune manière la responsabilité des faits, ils sont tous exposés à des choix lourds de conséquences ; certains reviennent marqués par le racisme ; d'autres, l'expérience faite, essaient d'oublier ; d'autres connaissent le dégoût ; d'autres endurent la répression sur place et dans l'obscurité pour avoir refusé de participer à des actions qu'ils réprouvent ; d'autres préfèrent l'emprisonnement au service de guerre ; d'autres choisissent l'insoumission.

Les signataires de cette déclaration affirment que, dans la situation donnée, la crise de conscience et l'esprit de révolte des jeunes sont inévitables. Ils sont persuadés qu'ils ne feront que s'aggraver tant que le motif n'en sera pas supprimé : la guerre elle-même. Et c'est en vain que les tribunaux invoqueraient la légitimité d'Etat quand le pouvoir lui-même ruine l'exercice des droits démocratiques, quand le mépris des lois est éclatant chez une partie des officiers.

La logique de la situation c'est la paix ; la logique du pouvoir dès lors qu'il s'en détourne après l'avoir fait espérer, c'est la répression. Déjà celle-ci s'aggrave, comme l'attestent de nouvelles atteintes aux libertés, prenant prétexte d'un récent manifeste ; bientôt elle risque de se généraliser. Mais qu'exprime-t-elle d'autre que l'échec d'une politique ? Que peut-elle faire d'autre que tenter de retarder la solution nécessaire ?

Ou bien celle-ci s'imposera dans les convulsions, dans les pires conditions, tant en France qu'en Algérie. Ou bien elle sera obtenue par une négociation sans exclusive ni préalable.

L'équivoque et le malaise où nous fait vivre une politique double se dévoilent : l'affaire des jeunes devient l'affaire de tous, l'affaire de la nation.

Tous nous sommes mis en demeure d'opter entre les conceptions des ultras ou des officiers activistes et une volonté de paix sans équivoque et sans ruse.

Nous invitons tous ceux qui ont choisi comme nous à signer cet appel.

***

Voici les adresses des organisations : Fédération de l'Education Nationale, 10, rue de Solférino, Paris-VIIe. — Union Nationale des Etudiants de France, 15, rue Soufflot, Paris-VIe.

DANS LA MÉTALLURGIE PARISIENNE

PUISSANCE SYNDICALE ET ANARCHIE DES SALAIRES

Au cours de ces deux derniers mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux camarades : militants de diverses centrales, permanents, responsables d'entreprises ou d'ateliers, et, ce qui est mieux. simples syndiqués ou inorganisés.

Les premiers se plaignent de la situation numérique des organisations syndicales ouvrières (ce qui confirmerait si besoin en était les dscours et « papiers » de Léon Mauvais) et l'un d'eux me disait : « Ils sont trop pourvus et ne s'intéressent plus à leurs organisations syndicales » (les travailleurs).

Je pense que ce n'est pas là qu'il faut rechercher le manque d'adhérents. Il est indéniable que les permanences syndicales sont fréquentées. On y vient pour se renseigner, mais on ne fait que « passer ». Cela a de nombreuses raisons et je vais donner les miennes en parlant « réalités », comme le dit souvent notre ami Mercier.

Il est incontestable que le pluralisme syndical n'est pas fait pour retenir « le passant » et même l'adhérent. Il est incontestable que les « actions communes » ne sont pas toujours menées avec la sincérité désirable par les uns et les autres, chacun au fond cherchant à tirer la couverture. Il est incontestable aussi que l'attachement de chaque centrale à un parti politique rebute les meilleurs. On a beau hurler à l'indépendance, il est de notoriété publique que toutes les centrales sont plus ou moins inféodées. Je n'insiste pas. Le pire est que tout le monde le sait et qu'on continue dans cette erreur en faisant la politique de l'autruche.

Il y a aussi l'égoïsme de notre époque, poussé au paroxysme. ON SE DEFEND. Oh ! le grand mot ! On se défend en faisant 48 heures, 54 et 60 heures, au mépris des menaces de chômage et de licenciement. On se défend en « rentrant dedans » comme des brutes au détriment des camarades moins habitués ou déficients, au détriment de la collectivité. On se défend en signant des accords d'entreprise sans d'occuper du voisin et en disant : « Eh bien ! qu'il se défende ! » Et sur ce dernier point, je n'accuse pas les organisations syndicales qui ont subi la pression de leurs sections syndicales et des travailleurs eux-mêmes. L'erreur que nous avons commise, que les organisations ont commise, c'est de les prôner devant tous. Avec le recul du temps, je conçois que le rapport de la Fédération des Métaux F.O. à la F.I.O.M. (Fédération Internationale des Ouvriers Métallurgistes), il y a quelques années, était une erreur quand elle montait en épingle les accords Renault, Peugeot, Merlin-Gerin et autres. Les autres faisaient de même, du reste. Tout ceci fait que le syndicalisme s'arrête aux murs de l'entreprise.

Il y a enfin l'anarchie des salaires dont je parlerai plus loin.

Et, à mon sens, l'erreur la plus grande est de continuer dans cette voie.

Est-ce à dire que le mouvement syndical des Métaux parisiens a été négatif ? Bien sûr que non. Il a été positif. Très positif dans le domaine social. Et, s'il avait insisté dans ce domaine, s'il ne s'était pas laissé gruger par les partis politiques qui se vantent des avantages acquis par lui, et si les travailleurs avaient compris que leur puissance résidait dans un mouvement syndical fort et indépendant, et non dans les promesses des hommes politiques, nous serions plus avancés encore.

La faiblesse syndicale nous porte aussi à d'autres réflexions qui n'échappent pas aux travailleurs. Quand on examine sur le plan comptable les chiffres donnés par les uns et les autres, et notamment par Léon Mauvais et Forestier, on est en droit de se demander comment on peut employer autant de personnel, s'agrandir, se transformer, etc. Mais on va dire que j'ai mauvais caractère ou mauvais esprit. N'insistons pas. Et je ne veux pas, dans cette dernière et réelle critique, oublier ceux qui travaillent dans la misère et avec un grand dévouement. Ils sont rares, c'est vrai, mais ils sont.

***

De quoi se compose la Métallurgie parisienne ? Quels sont les côtés positifs des accords conventionnels régionaux ? Que sont les salaires ?

On entend par Métallurgie parisienne les départements de Seine et Seine-et-Oise.

Il y a 19.000 entreprises (artisans compris) qui

occupent environ 800.000 salariés (du gérant salarié au manœuvre).

Cela représente à peu près toute la gamme des métiers et des fabrications en matière de métallurgie. Comme je le disais dans un « papier » : de la casserole en aluminium jusqu'à la « Caravelle » et même au-delà. Numériquement, la Métallurgie parisienne occupe 35 à 40 % des Métallos de France.

Des organisations syndicales de salariés très nombreuses et tirant chacune de leur côté. Des organisations patronales, nombreuses aussi, mais réunies dans une organisation coordinatrice : l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, appelée plus communément « la rue Boissière » (siège de l'U.I. M.M.R.P.).

Une convention collective couvrant les quelque 6.000 entreprises adhérentes rue Boissière et occupant environ 650.000 salariés. Avec en plus une convention des Garages, une du Jouet, une de la Bijouterie, et les accords d'entreprises qui se superposent à la Convention des Métaux et la complètent pour les situations particulières : Renault, Peugeot, Chausson, S.A.V.I.E.M., etc.

J'ai dit que la convention collective était positive dans son domaine social, c'est vrai.

C'est une des premières, sinon la première, qui comportait les trois semaines de congé payé. Le législateur s'en est emparé, suivant sa bonne habitude.

Quelques bonnes clauses de congés exceptionnels. Elle fut une des premières à comporter des indemnités (maigres, bien entendu, mais c'était un départ) de congédiement pour le personnel payé à l'heure, et de mise à la retraite.

Elle fut une des premières (mais pas la première) à comporter contractuellement l'adhésion à un régime de retraite complémentaire, après l'accord des centrales syndicales. Le côté négatif de cette clause est que nous ne pouvons savoir si les quelque 6.000 entreprises couvertes par la convention ont bien un régime de retraite complémentaire, si utile quand le salarié est atteint par l'âge et en est réduit à la maigre retraite de la Sécurité sociale, qui n'avance pas beaucoup dans ce domaine. Bien utiles, les allocations familiales pour nourrir les gosses. Mais ne laissez pas crever les vieux dans la misère.

Le mouvement syndical des Métallos parisiens fut aussi un des premiers, sinon le premier, à constituer sa caisse d'assurance-chômage, après la convention organisant l'U.N.E.D.I.C. (Union Nationale pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce).

En toute cette matière, le mouvement syndical, l'action syndicale, ou plutôt la discussion entre les organisations syndicales présentes, a été très positive.

Et tout cela était un commencement, ou plus clairement une continuation réelle de la politique des accords. Ce n'était pas, ça n'a jamais été, une fin. L'évolution sociale doit nous amener à plus d'ambition... si nous avions une **réelle** puissance syndicale **unie**. J'ajouterai : sinon unie par les organisations — quoique je le souhaite ardemment, si nous savons rester libres et indépendants — mais, au moins, constituée en cartel puissant sans chercher des querelles de personnes, de places, de prédominance. En un mot, en cartel puissant comme... « la rue Boissière ».

Notre programme est assez vaste et assez simple pour se mettre d'accord sur des points intéressant essentiellement le monde du travail. La politique, la salade politique entre deux morceaux de pain, n'a jamais fait un bon casse-croûte pour le travailleur.

Restent les salaires. Alors, là, c'est l'anarchie la plus complète ! C'est le côté le plus négatif de l'organisation syndicale. Certes, je sais bien que chaque opération sur ce qu'on appelle les « mini » (salaires minimums) a souvent, sinon toujours, une répercussion sur les réels. Mais cela laisse aussi une telle liberté dans la constitution du bulletin de paye qu'on ne s'y reconnaît plus, ou très difficilement. Si, à une certaine époque, le blocage des salaires obligeait les organisations syndicales ou les délégués à employer toutes les astuces pour maintenir autant que faire se peut le pouvoir d'achat, il n'en est plus de même et cette époque est révolue.

Taux d'affûtage, boni, travail aux pièces, travail au rendement, intéressement, prime de panier, prime d'assiduité, prime d'ancienneté, prime de salissure, prime de « bleus », prime d'outillage ou « tacot », prime de vélo (oui, j'en ai vu !), prime de repas, cantines, prime de vacances, prime de fin d'année, prime de jouets, etc. J'en arrête l'énumération.

Voilà ce qu'on voit quand on consulte les bulletins de paye des diverses entreprises. Certains de ces bulletins sont de véritables merveilles de calcul. Je plains le délégué qui doit répondre à toutes les explications demandées par le nouvel embauché, et même par l'ancien.

Le seul résultat de tout cela est que l'on s'arrête au bas de la colonne et qu'on se dit : « J'ai gagné tant pour tant d'heures. »

A titre indicatif, j'ai relevé plusieurs bulletins de paye de nombreux camarades et je suis arrivé aux résultats suivants, étant entendu que j'ai soustrait la prime de transport dont la moyenne varie (en juillet 1960) entre 2,50 fr. et 4 fr. de l'heure selon le nombre d'heures exécutées dans l'entreprise, et que j'ai tenu compte des heures supplémentaires majorées. Exemple : pour un salaire de 48 heures, j'ai divisé la somme totale, amputée de la prime de transport, par 50 heures (8 heures supplémentaires majorées de 25 % font dix heures payées).

Ce qui, incontestablement, nous donne le salaire horaire réel que l'on peut comparer au salaire conventionnel.

Pour des manœuvres :

C.I.T. (15e arrondissement), 2,08 NF ; Régie Nationale des Usines Renault, 2,67 ; Chantiers de la Loire, Saint-Denis, 2,56 ; Aerazur, 2,99.

Pour les O.S. 2 (la grosse masse de la métallurgie), ouvriers spécialisés de 2e catégorie :

Hommes. — Favereau (13e arrondissement), 4,95 ; Laminoirs, Argenteuil, 2,73 ; O.A.F. et Cie, Paris, 2,54 ; S.A.V.I.E.M., Saint-Ouen, 2,63 ; Dufour, Montreuil, 3,05 ; Cunus (13e arrondissement), 2,45 ; Renault, 2,93.

Femmes. — C.D. (20e arrondissement), 3,12 ; S.C. M.S., Stains, 2,08 ; Ducellier (20e arrondissement), 2,99 et 2,74.

P. 1, P. 2, P. 3 (ouvriers professionnels de 1re, 2e et 3e catégories) :

Chantiers de la Loire, Saint-Denis : P. 2, 3,58 NF ; P. 3, 5,25 ; Adressopress, Courbevoie : P. 2, 2,51 ; Appareils Ferroviaires : outilleur, 4,00 ; Durand (20e arondissement) : P. 2, 3,45 ; Delachaux, Gennevilliers : P. 2, 3,52 ; Queau, Colombes : P. 3, 4,53 ; Chantiers de la Loire : P. 3, 5,04 ; Grapin, Colombes : outilleur, 5,73 ; rectifieur P. 1, 3,63 ; Jeudy, Nogent : rectifieur P. 3, 4,41 ; Grosse, Aubervilliers : P. 1 soudeur, 3,57 ; Société Mirenowicz, 11e arrt : P. 3, 4,20 ; Electro-Mécanique : P. 2, 3,76 ; Simca, Nanterre : P. 3, 4,14.

Quelques « mensuels » :

F.R.A.M.-Conord : chef d'atelier, pour 200 heures, 180.534 A.F. ; Simca, Nanterre : chef d'équipe 2e échelon, pour 200 heures, 127.596 ; Disques de France : magasinier, pour 173 heures, 64.525 ; Simca, Poissy : dessinateur 1er échelon, pour 200 heures, 107.427 ; Simca, Nanterre : agent technique de magasin, pour 200 heures, 116.188 ; Chantiers de la Loire : préparateur fabrication, coeff. 243, pour 175 heures, 135.980 ;

Gilbert, Levallois : contremaître, pour 173 heures, 150.000.

Voilà quelques salaires dans diverses entreprises. Je regrette de ne pas avoir toute la gamme des « mensuels ». Ce n'est que ce que j'ai vu. Je souhaite en voir d'autres. Mais l'ensemble donne une idée de l'anarchie des salaires. Selon les entreprises, le P. 2 voyage de 251 fr. à près de 400 fr. l'heure. C'est ici une idée générale qui reflète bien la moyenne payée. Quelques très rares entreprises payent le manœuvre 180 fr. de l'heure, mais, il faut le dire, la généralité va de 195 à 210 fr. Quant à l'O.S., cela va pour les femmes de 180 à 300 fr. de l'heure. Chez les hommes, c'est plus stable, si j'ose dire, entre 230 et 300 fr. de l'heure. Quant aux P. 3, nous avons dans certaines catégories d'outilleurs, fondeurs, tôliers des salaires de 500 à 570 fr., voire même de très rares à 620 fr. de l'heure. J'ajoute bien : toutes primes comprises, sauf la prime de transport.

Comparons maintenant avec le salaire conventionnel pour les ouvriers payés à l'heure. Je ne parle pas des « mensuels », la liste en est longue et, disons-le nettement, ils sont souvent plus défavorisés. Mais il faudrait en faire une étude spéciale pour permettre des comparaisons plus justes. Je me répète : REALITE mais pas DEMAGOGIE ou BLUFF.

Voici donc les salaires conventionnels des « horaires » d'après les recommandations patronales :

	19-2-60 Fr.	24-9-60 Fr.
Manœuvres G.T.	170	180
Manœuvres G.T.	170	175
O.S. 1	176	185
O.S. 2	187	198
P. 1	206	218
P. 2	227	240
P. 3	248	262

Je ne tire pas de conclusions. Je laisse ce soin à mes camarades. Si on examine tout cet ensemble, on comprend pourquoi il y a désaffection syndicale.

Que l'on ne me fasse pas dire que les salaires REELS sont suffisants. Ils ne sont que le reflet bien mince du coût de la vie. Et, économiquement, il n'y a pas de mystères, malgré les faiseurs de plans, les économistes distingués ou autres : pour avoir du travail, il faut qu'il y ait consommation. Pour consommer, il faut avoir de quoi acheter. Pour avoir de quoi acheter, il faut avoir de bons salaires. C'est simple. Trop simple. Bien sûr.

Mais que les syndicats et leurs dirigeants et organismes responsables se penchent donc sur tous ces problèmes. Qu'ils fassent la critique de la situation. Qu'ils examinent la REALITE et les possibilités de la faire connaître. Qu'ils ne déposent plus leur signature pour le simple plaisir de signer un accord ou une convention, si ceux-ci ne sont pas accompagnés de solides garanties pour les travailleurs, et surtout qu'ils consultent ces derniers. Il faut habituer les patrons à permettre de larges consultations. Nous ne sommes plus en 1900, à l'époque du fiacre et de la voiture à bras, mais en 1960, à l'ère atomique, à l'époque de la voiture automobile et du « Boeing ».

A époque nouvelle, méthodes nouvelles.

Et surtout, crions aux travailleurs de l'organiser solidement et de s'UNIR ausi solidement au sein de nos organisations syndicales, et cela dans l'INDEPENDANCE la plus absolue, en priant les politiciens d'aller faire leurs petites combines ailleurs que dans nos maisons syndicales.

Ch. PATAT.

Pour tout-puissants qu'ils se problament, les gouvernements despotiques ne se dispensent pas plus que les autres de ruser. Ils daignent de temps à autre user de fourberies.

TOCQUEVILLE.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Rendez-vous d'Octobre

J'ai lu quelque part que, dans un récent conseil des ministres, César avait demandé à ses commis d'augmenter le pouvoir d'achat. Si cela n'est pas vrai, cela mériterait de l'être. Jupiter, en sa toute-puissance, décide un jour d'augmenter le pouvoir d'achat. Il dit à ses sous-verge : « Exécution ! » Ceux-ci, aussitôt, relèvent de 2,31 % le salaire minimum interprofessionnel garanti. César est très content de lui-même. « Je comprends vos problèmes », a-t-il dit aux populations de sa vieille province de Bretagne qui se pressaient sur sa route.

Les problèmes sont toujours là. Les faits se laissent moins prendre aux mots que les braves gens. Il y a, nous le savons, une grande activité syndicale à la base qui aboutit souvent à la signature d'accords d'entreprise ou d'industrie apportant quelque amélioration aux salaires. Cela ne va pas sans bagarres partielles et locales. Mais nous sommes les derniers ici à affecter de mépriser ces batailles limitées dans leurs objectifs et leur étendue. Un exemple entre plusieurs : les ouvriers des Etablissements Eiffel-Baudet, dont le directeur général est en même temps président de la Chambre syndicale de la Construction métallique, ont arraché au début de septembre des avantages réels, grâce à une action rapide, démocratiquement et habilement menée par nos camarades syndicalistes révolutionnaires du syndicat des Charpentiers en fer- Monteurs - Levageurs. Ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils demandaient, mais ils ont imposé la discussion à un patron de combat, ils lui ont imposé la présence syndicale et leur cahier de revendications a été accepté en partie. Cela, c'est le pain quotidien de l'activité syndicale — quand elle existe — et cette action est irremplaçable.

Les fédérations et les confédérations ont assez de pain sur la planche avec les problèmes généraux de la classe ouvrière. Jetons un coup d'œil sur le Congrès de la Fédération C.F.T.C. des Métaux, qui vient de se tenir à Lyon dans les premiers jours d'octobre. Le rapport du camarade Descamps, secrétaire fédéral, a été approuvé à une très grande majorité. Je soumets à l'attention des camarades ce passage de son rapport : « *Nous avons avec la C.G.T. des coïncidences d'objectifs, mais pas une communauté de destin. Par contre, même si les rapports avec Force Ouvrière sont difficiles, il faut les maintenir, car ils présentent une même conception.* »

Le Congrès a fait de la paix en Algérie son objectif primordial. Nous pensons aussi qu'il doit dominer tous les autres, qu'il les subordonne. C'est pourquoi nous posons encore la question : A quand la

conférence syndicale franco-africaine pour la paix en Algérie ? La preuve n'est plus à faire que De Gaulle, pas plus que ses lamentables devanciers, ne sait arrêter la guerre d'Algérie. La preuve reste à faire que le mouvement syndical français en est capable.

Le M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique) pourrait peut-être se montrer comme le promoteur de cette conférence syndicale de la paix. Notre opinion est qu'on ne l'entend pas assez. Fournial, le leader de la fraction communiste du syndicat des Instituteurs, a déjà enterré proprement le M.S.U.D. J'espère bien qu'on ne lui donnera pas raison. Dans la Seine, le M.S.U.D. projette un bulletin de liaison et d'informations. C'est bien. Mais c'est vers l'extérieur que le Mouvement devrait se tourner. Il ne s'agit certainement pas de suppléer à la défaillance d'une centrale quelconque. Il s'agit, en s'appuyant sur leurs prises de position communes, de proposer une action aux contours bien limités. Il s'agit de prouver l'unité en la réalisant. Voulons-nous laisser l'unité dans l'arsenal de propagande des totalitaires ? L'unité par absorption, digestion... et élimination.

La quatrième lettre de C.F.T.C.

Au Congrès des Industries chimiques C.F.T.C., qui s'est tenu dans la deuxième semaine d'octobre, la discussion a porté principalement sur la quatrième lettre de C.F.T.C. La majorité des congressistes a demandé sa suppression ainsi que de toute référence à la morale chrétienne dans les statuts de la confédération. Evidemment, cela changerait pas mal de choses. Une « Confédération Française des Travailleurs » ouvrirait des perspectives nouvelles en changeant complètement les données de la géographie syndicale. Reste à savoir si ce courant, majoritaire dans la fédération des industries chimiques, a quelque chance de le devenir dans la confédération. Mais c'est déjà un signe favorable.

Bien entendu, la question de l'unité, et celle de l'unité d'action, ont été posées devant le congrès. Il n'est pas sans intérêt d'écouter sur ce point le secrétaire général de la fédération C.F.T.C., le camarade Marion : « *La soumission de la C.G.T. au parti communiste rend improbable, sinon impossible, l'unité avec cette organisation.* » Et qu'en est-il de « Force Ouvrière » ? Plusieurs délégués n'ont pas été tendres pour cette centrale. Marion leur a répondu : « *F.O. est née d'un courant historique ayant à son origine le refus de se soumettre au parti communiste. Vous devez le respecter ou vous n'êtes pas dignes d'être des syndicalistes.* » Néanmoins, le secrétaire général a admis la nécessité de faire l'unité d'action avec la C.G.T., dans des circonstances exceptionnelles, « en dépit du risque que cela comporte ». Parmi les problèmes qui peuvent justifier cette action commune, le camarade Marion a cité « l'affaire d'Algérie ».

On voit que seule une vue étroite des choses dissimulerait au syndicaliste objectif que les questions qui le préoccupent trouvent aussi leur place dans la C.F.T.C. — même si elle garde encore la quatrième lettre de son nom.

⁂

Le Bureau International du Travail est une institution qui — on ne m'en voudra pas de le dire — ne retient pas tellement l'attention des larges masses. Peut-être estime-t-il qu'il n'est pas là pour ça ? En tout cas, il ne fait rien pour ça. Il édite une revue mensuelle : la *Revue Internationale du Travail*. C'est un beau titre. Le contenu est, en général, moins séduisant. Les articles sont souvent d'une digestion difficile. Cependant, le numéro de septembre contient deux articles qui m'ont assez retenu pour que j'éprouve le besoin de faire partager aux camarades l'intérêt que j'y ai pris. Nombreux sont les points de discussion qu'ils soulèvent. L'un des articles est l'œuvre d'un économiste russe, commis du régime d'aujourd'hui. Un excellent bureaucrate de la société « socialiste ». L'autre est le résultat du travail conjoint de quatre jeunes Américains « insolites ». Nous allons donc maintenant mettre le nez dans la revue du B.I.T.

Salaires dans l'industrie charbonnière d'Ukraine

Sous ce titre la *Revue Internationale du Travail* publie une étude signée Zatzepiline. C'est le chef du Bureau méthodologique de l'Institut de l'Economie nationale de Kiev. C'est un grand technocrate. Pour juger correctement son étude et en tirer les enseignements convenables, il faut évidemment être de la partie. Aussi l'ai-je envoyée à un de nos camarades délégué mineur. J'attends de lui une opinion d'homme de la mine. Rien n'empêche, en attendant, d'examiner cet article, d'un point de vue ouvrier, en général.

Nous y trouvons cette définition du salaire :

« *En U.R.S.S., la masse salariale est la fraction du revenu national qui est répartie entre les travailleurs, en fonction de la qualité et de la quantité de travail fourni, afin de leur permettre de pourvoir à leurs besoins personnels.* »

Pourquoi dire : en U.R.S.S. ? Cette définition s'applique parfaitement à tous les pays de capitalisme moderne. Pour comprendre vraiment le salaire et la situation de la classe ouvrière dans une société donnée, il n'y a même que cette définition globale du salaire qui le permette. Je serais intéressé par celui qui me définirait le salaire autrement que de cette façon : en U.R.S.S., comme dans les autres pays, « *la masse salariale est la fraction du revenu national qui est répartie entre les travailleurs* ». Il ne sert à rien d'ajouter que cette répartition est faite « *en fonction de la qualité et de la quantité du travail* ». Cela se dit partout et ne veut rien dire tant qu'on n'a pas défini la qualité et la quantité du travail, et comment on mesure ces deux grandeurs. Aucune originalité non plus dans le fait que l'auteur ajoute que c'est « *pour pourvoir aux besoins personnels* » des travailleurs. Qui décide de ces besoins ? Le salaire détermine seulement dans quelle mesure il sera permis au travailleur de satisfaire ses besoins. Qu'on y réfléchisse bien : s'il pouvait les satisfaire sans limite, il n'y aurait plus de salaire.

L'auteur poursuit : « *Compte tenu de ces principes, on applique divers systèmes et modalités de rémunération visant à encourager chaque travailleur à augmenter sa productivité et à maintenir un rendement élevé.* » La musique est connue, et l'on serait tenté de dire : à l'Est, rien de nouveau ! L'article fait état d'une réforme du mode de salaire, entreprise à partir de 1956 et liée à une nouvelle organisation du travail : diminution du nombre des catégories de travailleurs (il y en avait quatre-vingt-dix-sept, nous dit-on, avant la réforme, parmi les mineurs du fond) et formation d'équipes d'abattage combinées. C'est là que le jugement d'un mineur nous est indispensable. Notons pourtant ceci :

« *La réforme du système de rémunération s'est accompagnée d'une diminution de la durée du travail, sans que soient réduits pour autant les salaires qui ont même augmenté pour la plupart des ouvriers et employés.* » Depuis la fin de 1956, la journée serait de six heures pour les mineurs travaillant directement aux chantiers d'abattage et de sept heures pour les autres. Dans toute la mesure où cela correspond à la réalité des choses pour le mineur

lui-même, c'est à mettre à l'actif du système, et ce n'est pas en France qu'on peut en dire autant.

Voici encore un passage intéressant qui concerne le rôle des syndicats :

« *Les syndicats représentent les travailleurs des diverses branches qui prennent une part active à l'élaboration et à l'application de ces systèmes de rémunération. C'est ainsi que le syndicat des ouvriers et employés de l'industrie charbonnière dispose de pouvoirs étendus dans les mines en matière de salaires. Il participe à la fixation des normes de travail et à l'élaboration des systèmes de primes d'encouragement ; il s'assure que le travail fourni est dûment contrôlé et que le système de rémunération en vigueur est bien appliqué et il veille, enfin, à ce que les salaires soient versés ponctuellement.* »

Baucoup de sujets de réflexion dans ces attributions syndicales. La dernière : « veiller à ce que les salaires soient versés ponctuellement » a lieu cependant de nous étonner.

V. Zatzepiline nous explique ensuite que les ouvriers de la surface sont payés au temps avec des primes de rendement qui augmentent de 12 % en moyenne *le salaire mensuel global*. Ils sont répartis en huit catégories, les taux de salaire de la première et de la huitième catégories étant dans le rapport de 1 à 3,4. « *Le mode de rémunération à la tâche stimule mieux l'intérêt du travailleur que celui de la rémunération au temps* », écrit l'auteur. Les mineurs de fond sont payés à la tâche ; ils sont répartis aussi en huit catégories, le rapport des salaires des deux catégories extrêmes étant de 1 à 3,7.

Un dernier mot sur les vacances : « *Tous les ouvriers de l'industrie charbonnière ont droit à deux semaines de congé payé au taux normal du salaire ou des gains effectifs.* » Cela semble moins bon que le régime que nous connaissons en France avec trois semaines de congé légal. Il est vrai que l'auteur ajoute aussitôt : « *Les mineurs affectés au fond d'une façon permanente bénéficient d'un congé annuel supplémentaire de douze jours ouvrables et, certaines catégories d'entre eux, de deux congés annuels supplémentaires de douze jours ouvrables chacun.* » Mais j'ai lu, il n'y a pas longtemps, qu'un accord signé entre les Houillères de France et les trois grands syndicats aboutissait aussi à donner quinze jours de vacances supplémentaires aux mineurs.

Aucun souci de compétition nationale ne me guide, est-il besoin de le dire ? Il s'agit seulement de savoir quelle est la situation exacte de nos camarades ouvriers, ici comme ailleurs. Cette tendance à l'unification de la condition ouvrière dans les grands pays industriels, cette reconstruction, sur un plan nouveau, d'une classe ouvrière mondiale, apparaîtront mieux encore à la lecture du second article de la *Revue Internationale du Travail*.

L'industrialisme et le travailleur industriel

Il s'agit d'une étude de quatre Américains qui, pendant cinq ans, ont voyagé sur tous les continents, dans trente-cinq pays, pour mettre en évidence les caractères de la société industrielle qui embrasse un tiers de la population mondiale. La conclusion à laquelle ils sont arrivés est que les traits dominants de cette société sont les mêmes dans tous les pays, quels que soient apparemment le régime politique et l'idéologie officielle. La différence ne serait que dans l'origine des « élites dirigeantes ».

Les auteurs écrivent : « *Nous vivons la plus grande transformation de l'histoire de l'humanité, plus profonde et plus universelle que tout ce que nous avons connu auparavant. La société industrielle n'a pas de frontières ; sa vocation est universelle* .» Et, dans leurs perspectives d'avenir, nous lisons : « *Avec les progrès de l'industrialisation, les forces qui favorisent l'uniformité entre les différentes sociétés prennent l'avantage sur celles qui préservent la diversité... L'opposition idéologique qui, jadis, fut grande entre le capitalisme et le communisme, s'efface devant des considérations plus pragmatiques tenant au fonctionnement de la société industrielle. De plus en plus, toutes les élites se ressemblent étonnamment.* »

Mais qu'advient-il de la main-d'œuvre industrielle ? Les auteurs de l'article ne l'ont pas oubliée et ils nous donnent sur elle des vues pleines d'intérêt. Partout, ils ont constaté ce qu'ils appellent « la protestation » ouvrière. Cependant, à un stade assez avancé de l'industrialisation, elle a tendance à s'atténuer, à prendre des formes plus modérées, que l'on peut « canaliser ». N'est-ce pas ce que nous sommes en train de constater nous-mêmes ? Méditons sur ce passage remarquable sur les organisations ouvrières dans les nouvelles sociétés industrielles :

« *La plupart des organisations ouvrières, notamment celles des pays en voie d'industrialisation, posent aux élites des problèmes épineux. Premièrement, elles réclament des augmentations de salaire alors que les élites s'efforcent de trouver des capitaux. Deuxièmement, elles peuvent recourir à l'arrêt du travail, même quand les grèves sont préjudiciables à la production. Troisièmement, elles demandent inévitablement plus de liberté au moment où les élites, notamment les « nouveaux chefs nationalistes », peuvent ête résolus à imposer une discipline plus stricte, à augmenter la cadence du travail et à accroître la production. Enfin, elles veulent être généralement des institutions libres et indépendantes, quand, de leur côté, les élites se préoccupent plutôt d'en faire les instruments de leur politique ou du moins de les neutraliser politiquement ou de les rendre impuissantes.* »

Nos quatre jeunes anatomistes de la société industrielle conseillent évidemment au travailleur de « se conformer » à la technique. Mais ils sont optimistes pour lui : « *en face du conservatisme bureaucratique de la vie économique* », ils voient un développement nouveau de la liberté individuelle : « *...partout dans le monde, le travaileur de l'industrie, en acceptant un conformisme accru dans sa vie professionnelle, connaîtra probablement une plus grande liberté dans sa vie privée. L'industrialisme peut et doit améliorer son existence et il le fera.* »

Mon premier avis, avant que mes réflexions et celles des camarades aient approfondi la question, est que le travailleur ne doit accepter aucun « conformisme », hormis peut-être celui qu'impose la technique, mais pas en tout cas celui que voudraient instaurer les soi-disantes « élites ».

R. G.

Partout l'édifice du nouvel esclavage est déjà prêt. Tous les baromètres économiques annoncent le recul progressif de la liberté. Contre le courant de la conjoncture matérielle nous nous dressons, nous autres « individualistes » et partisans des institutions « démocratiques ». Celui qui entend s'adapter, telle la girouette, à une « tendance de l'évolution » ferait bien d'abandonner au plus tôt des idéaux aussi désuets.

Max WEBER.

CE QUI DEMEURE...

alors que passent les agitations spectaculaires

Nous ne sommes ni inquiétés, ni contrariés par l'éclairage des contradictions qui se creusent entre nous, lorsque chacun d'entre nous veut définir sa position personnelle, dans les conjonctures présentes. Ces débats — toujours fructueux en fin de compte — justifient l'existence de la R.P. Ce qui nous surprend cependant, ce sont les découvertes de quelques-uns de nos meilleurs amis qui qualifient d'inquiétante évolution notre fidélité à des idées essentielles — c'est aussi le reproche permanent — quelque peu monotone en son expression — d'archaïques négations.

Il serait évidemment absurde d'opposer aux nécessités présentes les relents de répugnances passées. On nous classe sans doute dans les ruines réservées qui ne passent sous les projecteurs de « Son et Lumière » que pour retomber au petit jour dans la pénombre et l'isolement.

Après tout, une telle référence n'est pas injurieuse. Si jeune que l'on soit, on peut encore se promener autour de Notre-Dame, de la Sainte Chapelle, visiter Chartres, Blois ou Versailles. Tandis qu'il ne reste rien des gigantesques constructions élevées lors des expositions internationales.

Mais la controverse légitime n'exclut pas la probité intellectuelle. S'il nous arrive de rappeler le passé c'est toujours pour aboutir au présent... Même pour tenter de le dépasser. La direction du fleuve a plus d'importance que ses rives changeantes et il n'est pas interdit de chercher l'origine des alluvions qui encombrent la vallée. Nos contradicteurs ne se gênent pas pour confondre Lénine et Krouchtchev dans leur admiration, Hitler et Adenauer dans leur réprobation. Pourquoi nous accuser de rabâchage parce que nous nous efforçons de situer Lenine dans le passé, Adenauer dans le présent... et que nous évoquons les imprécations et les menaces d'Hitler en écoutant Khrouchtchev ?

Ce qui demeure constant en nos propos, nous voudrions le préciser encore. sans passion polémique. En fin de 1960, alors que l'antiaméricanisme reste le lieu géométrique où se croisent le verbalisme révolutionnaliste et la frénésie nationaliste, à la veille des élections présidentielles aux Etats-Unis, alors que le bouillonnement du tiers « monde » bouleverse les convictions et les consciences... nous proposons à nos amis de discuter sans indulgence, ni parti-pris... ce que nous écrivions en septemre 1959... (alors que Washington pavoisait pour la réception de Khrouchtchev) (une étude : *Construisons l'Internationale pour qu'elle réalise le genre humain*, publiée en décembre 1959 et janvier 1960 dans la revue belge *Education et Socialisme*).

D'abord un essai de définitions préalables... et aussi une interprétation — toute personnelle — de la politique américaine.

Capitalisme, fascisme et réaction

Tout examen de problème débute par des définitions indiscutables. Nos maîtres d'autrefois nous avaient habitués à cette clarification préalable. La polémique confond capitalisme, impérialisme, réaction, fascisme... *alors qu'il s'agit de phénomènes essentiellement différents.*

Le capitalisme n'est pas un système idéologique ou politique. C'est un âge de l'évolution économique, marqué historiquement par la production soumise à la recherche du profit, *le* « laisser faire et laisser-passer » *des libéraux,* la plus-value, *rançon de l'exploitation du travail salarié, aboutissant à l'accu*mulation des capitaux, *avec comme « adjuvants » : la réforme agraire,* libérant *la propriété paysanne et rejetant la majorité du prolétariat rural dans le prolétariat industriel ; la formation des Etats modernes assurant aux capitalistes le maximum de sécurité.*

Le fascisme — ou plutôt le totalitarisme — se caractérise par un Etat omnipotent, *aux décisions ar*bitraires, *servi par une légion ou une masse de « déclassés », avec comme corollaire ou comme motif l'autarcie, c'est-à-dire « l'économie fermée ».*

Pour s'en tenir aux formules les plus simples, on peut dire que la réaction *se caractérise sans nul doute par la perte de tout ou partie des libertés fondamentales et démocratiques acquises en Europe occidentale et aux Etats-Unis, mais aussi et surtout par le renforcement des résistances passives ou actives au progrès technique et économique, par la survivance protégée d'activités économiques archaïques, par le maintien ou le renforcement de contraintes étatistes paralysant le développement des relations internationales. Si nous pensons — conformément à notre doctrine, comme aux leçons de l'expérience — que la formation des nations indépendantes politiquement, sur la base d'une classe* indigène *d'industriels, de techniciens, de commerçants est une étape nécessaire sur la voie de l'internation : que, d'autre part,* seul un libre mouvement ouvrier *peut contrarier l'exploitation capitaliste, nous aboutissons à cette conclusion logique que tout ce qui contrarie ce double processus est essentiellement* réactionnaire.

Ce qui nous oblige à rejeter définitivement le nationalisme dans les pays industriels et le colonialisme sur les pays sous-développés. Mais aussi — surtout, peut-être — à proclamer que la liberté ouvrière demeure la condition primordiale de tout progrès social.

L'impérialisme, dernière étape du capitalisme ?

On notera que nous avons laissé l'impérialisme hors de nos définitions préalables. « The last, not the least » disent les Anglais C'est en effet le phénomène dominant de notre époque, au moins sur les territoires où l'industrialisation a triomphé.

Il est deux simplifications abusives dont il faut se méfier.

La première tient de « l'étymologie » : l'impérialisme, c'est la tendance à la constitution d'un empire, ce qui implique expansion, conquêtes, annexions.

La seconde tient de la doctrine marxiste et considère l'impérialisme comme le phénomène ultime, « la dernière étape » (Lenine *dixit*) du capitalisme (1).

On peut cependant admettre les deux définitions : les théoriciens marxistes ayant tous affirmé que leurs études se consacraient exclusivement à l'impérialisme moderne, c'est-à-dire capitaliste.

Deux grandes théories — peut-être complémentaires et non foncièrement antagonistes — dominaient, en 1914, dans l'Internationale Socialiste.

Pour Karl Kautsky et Rosa Luxembourg, l'impérialisme c'est la tendance fatale du capitalisme à s'annexer des territoires agricoles, comme débouchés supplémentaires. Il lui faut donc, pour subsister, un milieu « pré-capitaliste » ou extra-capitaliste *capable d'absorber la surproduction capitaliste.*

Pour Hilferding et Lenine, c'est la quasi-impossibilité pour les capitaux « neufs » de s'investir dans les pays industriels dominés par les cartels et trusts monopolisateurs qui les contraignent à s'investir dans les territoires non industrialisés, notamment « d'outre-mer ».

Si l'on veut résumer simplement les deux thèses, on conclura que le caractère essentiel de l'impérialisme : pour les premiers, c'est l'exportation des marchandises ; pour les autres, l'exportation des capitaux.

Je passe sur toute la partie consacrée au phéno-

(1) Cf. Du Kominterm au Kominform, une brochure de Lucien Laurat.

mène soviétique (3) dont l'essentiel se retrouve dans nos derniers articles de la « R. P. ». De ce que nous écrivions sur « les terres de la misère immense et explosive », c'est-à-dire sur les pays sous-développés, tirons quelques extraits.

. . . .

Colonialisme américain

Il est sans doute commode d'incriminer les Etats-Unis comme responsables des pires aberrations réactionnaires et colonialistes. Si vous discutez cette vérité première, vous êtes accusé de soutenir l'impérialisme américain, cause fondamentale du bellicisme occidental et des survivances fascistes.

Les définitions préalables que nous avons formulées sont naturellement d'une utilisation moins commode que les slogans populaires. Et l'étude objective des faits alimentera la suspicion.

Osera-t-on dire que l'extermination des Indiens précéda l'industrialisation et même la formation des Etats-Unis, qu'elle fut l'atroce rançon du passage de l'économie basée sur la chasse à l'économie agricole ? — Que l'on a libéré les Philippines et élevé l'Alaska et Hawaï (bientôt Porto-Rico) au rang d'Etats fédérés) ? — Que la lutte contre la discrimination sociale a abouti à des résultats impressionnants, en un temps relativement faible ?

Pourrait-on rappeler qu'avant l'agression du vassal stalinien en Corée, les rapports des Etats-Unis avec le vieux chef nationaliste Syngman Rhee, avaient déjà abouti à une rupture totale ?

On a tort d'ailleurs de confondre le colonialisme politique avec l'impérialisme caractérisé par l'exportation des capitaux. Celui-ci peut déterminer celui-là, mais pas nécessairement.

La colonisation politique implique l'existence d'institutions parasitaires, arbitraires et omnipotentes imposées par la métropole : une bureaucratie étrangère, une économie impériale fermée, l'organisation du travail forcé, le maintien d'aristocraties féodales, des discriminations d'origine raciale dans les conditions de travail, enfin l'absence ou la limitation des libertés démocratiques et surtout du droit syndical.

Tous ces caractères définissaient le régime imposé dans les possessions anglaises et françaises, avant la guerre, et celui que la Russie stalinienne a imposé dans les pays soumis. *Tout ce que l'on peut reprocher aux Etats-Unis, c'est d'avoir toléré ce régime au sein du bloc atlantique, avec d'autant plus de complaisance qu'ils craignaient une agression stalinienne, directe ou indirecte.*

On retrouve d'ailleurs les deux tendances fondamentales de la politique américaine dans l'intervention des Etats-Unis sur le plan mondial. L'isolationnisme impose la neutralité même bienveillante à l'égard des gouvernements dictatoriaux qui peuvent protéger les capitaux exportés. Le cosmopolitisme tend à élever les peuples vers une libération démocratique, en négligeant même l'utilité d'étapes progressives.

(Dans un autre passage, nous avons caractérisé ces deux tendances fondamentales).

Loi du profit et mission impériale

Si l'on veut se placer au point de vue du progrès démocratique, il est donc injuste d'attribuer aux Etats-Unis la tendance la plus réactionnaire ou la plus conservatrice dans l'association des peuples dits libres.

Mais on peut reprocher au gouvernement de Washington d'avoir toléré les politiques réactionnaires d'Etats européens ou américains. Et la tolérance s'apparente à la complicité. On pourrait appliquer aux Etats-Unis le raisonnement savoureux qu'un personnage d'Anatole France appliquait à Dieu : « S'ils peuvent empêcher le mal et ne le veulent, ils sont malfaisants. — S'ils le veulent et ne le peuvent, ils sont impuissants. — S'ils ne le peuvent et ne le veulent, ils sont impuissants et malfaisants. — Et s'ils le peuvent et le veulent, qu'est-ce qu'ils attendent pour le faire ? »

Mais la plus redoutable contradiction se révèle entre de puissants intérêts capitalistes et la mission « impériale » des Etats-Unis.

On a déjà noté que plus du tiers des capitaux américains exportés s'investissent dans des affaires pétrolières. On ne s'en étonne pas lorsque l'on apprend que les recettes de pays producteurs de pétrole sont douze fois supérieures en 1955 à ce qu'elles étaient en 1928. *Cette montée en flèche s'explique par l'expansion industrielle, mais aussi par l'augmentation des prix (du simple au double).*

Ainsi une marchandise, dont la production a sextuplé, a cependant doublé de prix. Ce qui s'expliquerait si l'augmentation considérable des besoins dépassait les possibilités de production. Ce n'est pas le cas. C'est tout simplement le « malthusianisme économique » des **grandes compagnies qui** *tend à limiter la production.*

Double constatation : les pays producteurs reçoivent 50 % des bénéfices. Mais des compagnies concurrentes leur proposent 70 %. Manœuvres qui, dans le Proche-Orient, par exemple, pourraient provoquer nationalisations et expropriations.

D'autre part, les pays américains producteurs (le Venezuela, par exemple), où s'investissent d'importants capitaux des Etats-Unis, tendent à sortir des limites qu'on leur impose. En 1937, Roosevelt eut la sagesse de résister aux trusts et de signer un traité de commerce avec le Mexique, qui avait nationalisé ses installations pétrolifères. *Nous retrouvons là deux tendances fondamentales de la politique américaine.*

L'exemple de l'Amérique latine

Elles s'opposent encore avec beaucoup plus de virulence en Amérique latine, principale terre d'élection des capitaux yankees.

Il est intéressant d'analyser à ce sujet le compte rendu d'un voyage de huit mois en Amérique latine, accompli en 1957-1958 par W.S. Voytisky, professeur d'économie politique, ancien conseiller du gouvernement de Washington.

Quoique toute l'étude soit fort édifiante, nous nous bornerons à souligner les conclusions critiques à l'égard de la politique des Etats-Unis en Amérique latine :

L'auteur pense que l'assistance technique en général contribue à améliorer l'existence des peuples et à renforcer leur indépendance.

Il réfute plus difficilement l'accusation d'une alliance avec les forces réactionnaires. Sans doute ne peut-on prouver que les Etats-Unis aient maintenu au pouvoir des dictateurs contre la volonté du peuple. L'auteur cependant reproche prudemment aux Etats-Unis un manque de clarté et de cohérence dans leur attitude vis-à-vis des courants politiques de la région. Il affirme encore que les régimes de dictature constituent une obstruction formidable au progrès en Amérique latine.

Il souligne d'autre part l'absurdité du raisonnement qui voudrait justifier l'aide à l'Amérique latine par l'augmentation des exportagtions de marchandises d'Amérique du Nord. La modernisation des pays neufs peut avoir pour résultat de développer les industries de ces pays capables de produire dans l'avenir ce que les Etats-Unis leur exportent aujourd'hui.

Il est une autre observation essentielle qui pose de redoutables interrogations. Les principales ressources (quelquefois les seules) des pays d'Amérique latine et de la plupart des pays sous-développés consistent en exportations de matières premières et de produits agricoles. Quelques données suffisent par leur éloquence brutale. Il suffit d'examiner la part de certaines exportations dans le commerce extérieur de chaque pays (année de référence : 1957). Le café compte pour 83 % *au Salvador,* 77 % *en Colombie, 73 % au Guatémala, 70 % à Haïti, 67 % au Brésil. Le pétrole pour 93 % au Vénézuéla. Le sucre pour 82 % à Cuba. Le cuivre pour 67 % au Chili. L'étain pour 56 % en Bolivie. Les bananes pour 54 % au Honduras.*

---

(3) Nous disposons de quelques numéros de la revue contenant la fin de notre article, dont la conclusion précise nos positions internationalistes. Nous y avons publié quelques notations sur le coût de l'aide « chinoise » aux pays sous-développés — c'est-à-dire la surexploiation des proléaires chinois. Quant aux contraintes à retardement de l'aide soviétique, notons une dépêche du **Monde** (7-9-60) qui indique que l'effet des crédits soviétiques soumet l'économie guinéenne aux relations avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Est.

Ces exportations assurent d'énormes profits aux trusts. C'est certain. C'est la loi du capitalisme. Le travail supporte la « plus-value ». Seulement, si l'entreprise cesse, il n'y a plus ni plus-value... ni salaires.

L'auteur insiste sur les incidences catastrophiques des fluctuations excessives subies par les prix des produits principaux sur les marchés mondiaux. Ces variations, « qui causent à peine une ride aux Etats-Unis », peuvent avoir des répercussions profondes sur l'économie d'une petite nation.

***

Quant à l'exportation des capitaux, autrement dit les investissements, notre auteur admet difficilement que le gouvernement de Washington donne des garanties aux investissements privés, c'est-à-dire favorise « la fuite des capitaux vers des terres fortunées où il n'y a pas d'impôts sur les bénéfices et où les autres impôts sont laissés à la bonne volonté des capitalistes. Certains investissements aboutissant à des monopoles privés réveillent le ressentiment et même la colère des peuples ». La chute de Peron, en 8rgentine, n'a-t-elle pas été provoquée par un projet de concession exorbitante à une société pétrolière américaine, dont le dictateur et sa famille devaient tirer de substantiels profits ?

Enfin, il paraît peu pertinent d'assurer ou même de subordonner l'aide économique et technique au programme de sécurité mutuelle. Les résultats n'ont guère d'efficacité quant à la stratégie mondiale. Mais les armements peuvent être utilisés par les dictateurs pour assurer leur sécurité... personnelle.

LE FAUX DILEMME

Cette explication de la situation en Amérique est certainement discutable. Elle a l'avantage de révéler les contradictions internes qui existent aux Etats-Unis et qui déterminent les tournants de leur politique.

Les événements qui ont abouti aux manœuvres et aux violences de la dernière session de l'O.N.U. peuvent-ils nous amener à réviser les idées exprimées l'année dernière ? Devons-nous surtout simplifier les problèmes posés en nous accordant avec nos amis qui, par haine du colonialisme et de l'impérialisme, se résignent au redoutable dilemme : l'Ouest capitaliste contre l'Est socialiste, et justifient l'alliance de Fidel Castro, de Lumumba, de Ferhat-Abbas avec Khrouchtchev ?

Nous reviendrons sur l'aide de Moscou et de Pékin aux peuples « sous-développés ». Aussi sur l'efficacité des menaces de l'U.R.S.S., dans la libération des peuples colonisés. Les dons soviétiques et chinois ne sont-ils pas payés par la super-exploitation des travailleurs de l'Est ? Ne sont-ils pas calculés pour réaliser à plus ou moins longue échéance la dépendance économique et politique des bénéficiaires ? Ne peut-on prouver d'autre part que lors de l'affaire de Suez en 1956 et celle de Cuba en 1960, les fusées de Khrouchtchev n'ont menacé que des armées déjà « bloquées » ou n'ont dispersé que des fantômes ? Nous avons écrit ici même (*R.P.* de septembre 1960) que l'intervention soviétique ne pouvait que contrarier une évolution déjà fortement engagée, dans le sens d'une libération démocratique. C'est vrai pour la Corée en 1950, vrai pour l'Amérique latine... vrai pour la « sale guerre » indochinoise... vrai peut-être pour l'Algérie. L'opinion publique américaine se révélait de plus en plus hostile aux dictatures d'Amérique latine, comme aux survivances du colonialisme européen... comme elle l'était à Franco en 1939. Le danger hitlérien a conduit à acheter la neutralité de celui-ci... comme le danger stalinien ou... post-stalinien aujourd'hui à maintenir l'Alliance Atlantique, et donc à tolérer ce que l'on réprouve.

Mais ce qui compte pour nous, c'est évidemment le choix que les événements nous imposeraient — le plus difficile, c'est toujours beaucoup plus de connaître son devoir que de le faire.

L'expérience cubaine

D'abord, le cas de la révolution cubaine. La *R.P.* a déjà publié des documents dont l'objectivité ne paraît pas douteuse. Il en est d'autres... que nous ne pouvons publier, pour ne pas exposer la liberté et la vie de nos correspondants.

Cependant, M. J.-P. Sartre a publié dans *France-Soir* une brillante apologie du régime castriste. Des Américains ont répondu (*France-Soir* du 16-7-60). L'un d'eux rappelle qu'un journaliste du *New York Times* a réussi, en février 1957, l'exploit extraordinaire de retrouver Castro, malgré les patrouilles de Batista, et que le grand organe new-yorkais a consacré de longues colonnes à la lutte de Castro et aux crimes de Batista. Il signale aussi que ce sont des experts des Etats-Unis qui ont créé à Cuba les industries de la papeterie et du raffinage (ce qui était évidemment contraire aux intérêts des grands trusts). Un autre précise (fait confirmé par Françoise Sagan dans l'*Express*) que la *Confédération du Travail* de Cuba, comme au temps de Batista, n'est plus qu'une simple organisation symbolique, que le libre contrat n'existe plus ni pour l'ouvrier, ni pour le patron... que seul l'Etat fixe les conditions de travail... comme dans les démocraties populaires.

Enfin, voici les cas typiques de Manuel Urrutia et de Huber Matos, tels qu'ils sont précisés par Léo Sauvage (*Le Figaro Littéraire* du 24-9-60) :

Huber Matos était un maquisard, l'un des principaux compagnons d'armes de Fidel Castro, qui après la victoire, avait confié au comandante Matos d'abord le commandement de la place de Santiago de Cuba, sa capitale provisoire, puis celui de l'importante province centrale de Camagüey.

Comme la grande majorité de ses camarades, le commandant Matos n'avait aucune sympathie pour les communistes dont l'attitude par rapport à Batista était fort équivoque et aux yeux desquels — Sartre le reconnaît — Castro était un aventurier...

Le 18 juillet 1959, à 2 h. 30 du matin, sous les cris de mort de la même populace qui, jusqu'à la veille, avait coutume de l'attendre sur le même trottoir pour crier Viva el Presidente, *Manuel Urrutia avait été emmené par une escorte armée jusqu'à une maison de la banlieue que, gardée à vue, il n'a jamais quittée depuis.*

Jean-Paul Sartre, dont l'ouragan contourne soigneusement Huber Matos, n'hésite pas à souffler sur Manuel Urrutia. Mais c'est seulement pour l'écarter du chemin.

Tout ce que l'auteur de Huis clos *nous conte, en effet, du président Urrutia, c'est qu'il s'agit d'un* « bourgeois jacobin, inflexible sur les principes », *qui voulait supprimer les casinos de jeux et les maisons de prostitution. Castro, lui, pense aux employés et à leurs familles —* « Sept cent mille chômeurs, cela ne suffisait pas ? » *— et il pense même aux prostituées qui lui écrivent* « des lettres dignes où elles réclament le droit d'exercer leur métier ». *Naturellement, c'est le point de vue de Castro qui l'emporte, et, en ce qui concerne Sartre, il n'a rien à ajouter.*

Mais ce n'est pas de cela que parlait Fidel Castro à la télévision, huit jours avant le sixième anniversaire de ce 26 juillet 1953 qui est le 14 juillet 1789 de la révolution cubaine, et ce n'est pas à cause de cela que Manuel Urrutia, le lendemain, fut chassé du palais présidentiel.

« Bourgeois jacobin, inflexible sur les principes », *Manuel Urrutia était inflexible, notamment, dans son opposition au communisme, et il avait, dans un discours, dénoncé le* « tort effroyable » *que l'infiltration moscoutaire causait à la révolution et au pays. Convulsé de rage, Fidel Castro, maintenant, devant le micro et les caméras, dénonçait à son tour, traînait dans la boue, couvrait de fange, non pas le jacobin, ni même le bourgeois, mais le « quasi-traître » Urrutia, stigmatisé comme contre-révolutionnaire, rapace, corrompu.*

Huber Matos avait pour Manuel Urrutia la même dévotion que pour Fidel Castro. Jean-Paul Sartre, lui, avait essayé de le maintenir hors de son nouvel humanisme castrien : « Urrutia, *écrivait-il,* avait mérité l'exil et la gloire parce que, lorsqu'il rendait

la justice au temps de Batista, il légalisait par ses arrêts l'insurrection. La tyrannie de Batista, *disait-il*, est illégitime. Donc, l'insurrection est légitime... » *Et il ajoutait dédaigneusement :* « C'était un argument d'avocat ». *Je ne sais pas si Jean-Paul Sartre a connu beaucoup d'avocats qui aient usé de cet argument sous une tyrannie équipée de chambres de torture analogues à celles de Batista. Pour Huber Matos, en tout cas, c'était un argument d'homme, et il en avait été de même, six mois plus tôt, pour Fidel Castro qui appelait Urrutia* « *la conscience de notre révolution* ».

Dans son quartier général de Camagüey, le commandant Matos s'acquittait de ses fonctions le jour, mais il restait éveillé pendant des heures, la nuit, à se demander ce qui se passait. Quand, au mois d'octobre, Raul fut nommé commandant en chef des forces armées, Huber Matos se décida. Il écrivit à Fidel Castro pour lui dire qu'il ne se sentait plus la conviction et l'enthousiasme nécessaires pour faire honnêtement le travail qui lui incombait à un poste aussi élevé, et il lui demandait la permission de se retirer pour reprendre son ancien métier d'instituteur.

La suite constituera à jamais une des pages les plus noires de l'histoire de Cuba.

En guise de réponse à cette lettre personnelle d'un ami, Fidel Castro prit l'avion pour Camagüey, mobilisa par radio toute la population des environs et marcha sur le quartier général de Matos dont toutes les portes étaient ouvertes et d'où toutes les sentinelles avaient été retirées. Matos disposait d'un avion, et beaucoup de ses barbudos *étaient prêts à se faire tuer pour lui, même contre Castro. Mais Matos ne voulait ni fuir ni résister, et il se laissa arrêter sans mot dire, suivi en prison par tout son état-major : trente-huit anciens* « *héros de la Sierra* ».

Quelques jours plus tard, du haut du balcon du palais présidentiel, Fidel Castro demandait à la foule : « Que faut-il faire d'un traître comme Matos ? » *Et la foule de hurler, déchaînée :* « Al paredon ! Al paredon ! Au mur ! » *Elle aurait hurlé aussi bien* Al paredon ! *si Castro lui avait demandé sur ce ton, ce qu'il fallait faire d'un traître comme Jean-Paul Sartre..., ou comme Simone de Beauvoir..., ou comme Népomucène Lemercier. Qu'importe ! La démocratie directe avait parlé.*

Il y eut tout de même un procès qui se tint, en décembre, dans la salle des fêtes de l'ancien camp militaire de Batista, à une dizaine de kilomètres de la capitale.

Castro avait demandé à comparaître comme premier témoin à charge. Il arriva à 17 h. 10, monta sur la scène, s'accrocha un micro portatif autour du cou et commença à haranguer le public dans la salle. Il ne s'arrêta qu'après minuit, le lendemain. Une seule fois, durant ces sept heures, il s'était tourné vers les juges. Matos venait de bondir sur ses pieds et lui demandait de fournir les preuves de ce qu'il avançait. « *Dois-je supporter des interruptions pareilles ?...* », *demanda sèchement le* jefe máximo, *en se retournant vers le président.*

Huber Matos était accusé de « *trahison et sédition* », *sans que personne, à ce jour, n'ait jugé nécessaire de préciser où, quand, dans quelles circonstances la trahison avait été commise et la sédition exécutée. Castro, lui, dit que Matos avait* « *l'intention* » *de provoquer une sédition, car il était l'instrument* « *indirect* » *de Batista, de Trujillo et du Pentagone. Et Huber Matos fut condamné à vingt ans de prison.*

Ceux de nos amis qui voient en Castro un héros révolutionnaire approuvent-ils l'opinion de Sartre ? Pensent-ils que l'on peut ainsi sacrifier Urrutia et Matos, et toutes les valeurs morales pour lesquelles nous avons toujours combattu ?

A Cuba, la réforme agraire s'orienterait vers une « étatisation » de l'agriculture ? La Révolution castriste aboutit déjà au mépris de toutes les libertés fondamentales, à la domestication des syndicats ouvriers. Si nous sommes abusés, qu'on nous le prouve. Si au contraire cet « envers » du castrisme se confirme, faut-il s'y résigner ?

Docilité des nouveaux « Démocrates khrouchtcheviens... »

Comment expliquer, sinon par la volonté de se maintenir au pouvoir, la servilité de Castro à l'égard de Khrouchtchev ? A la télévision, le dictateur cubain, parlant à New York, a repris textuellement les slogans de Moscou.. jusqu'à traiter, lui aussi, Adenauer de nouvel Hitler. Méprisable flatterie qui éclaire le personnage !

Ce qui paraît le plus grave, c'est que les meilleurs, parmi les leaders africains, se croient tenus à un conformisme aussi pénible. J'ai lu avec intérêt et émotion les déclarations et le programme de l'Abako lancés et formulés avant la proclamation de l'indépendance du Congo belge. Documents historiques qui éclairent encore le présent. La personnalité du leader, l'actuel président de la République : Kasavubu, en émerge avec un relief saisissant. Disciple de Gandhi — ce qui explique sa retraite actuelle — il s'inspire de l'apôtre de la « non-violence », aussi bien dans ses projets économiques, utopiques... que dans la noblesse de ses aspirations humaines. Et cependant, ces « nationalistes congolais », au début de 1960, rendaient encore les Etats-Unis responsables de l'oppression belge, flétrissaient en Adenauer l'héritier de Bismarck (qui, en 1885, favorisa le colonialisme de Léopold II), et d'Hitler — tandis qu'ils espéraient avec confiance le voyage de Khrouchtchev en Afrique...

Ces jours derniers, les représentants du F.L.N. algérien étaient reçus à Moscou... et ne manquaient pas de se réclamer à leur tour du patronage soviétique. Ce qui nous confirme dans notre répugnance à reconnaître au F.L.N. le monopole de la représentation du peuple algérien.

Un choix définitif qui date de 1925

Nous voulons être équitables. On comprend que les populations d'Amérique latine qui ne voient pas d'autres Yankees que les hommes des trusts soient spontanément hostiles aux Etats-Unis. On comprend aussi que les populations colonisées hier par des Occidentaux, tournent vers l'Est des regards chargés de confiance.

Mais nous qui *SAVONS, qui avons depuis 1925 mené la bataille sur les deux fronts contre le colonialisme et le stalinisme,* de quel droit peut-on nous reprocher de rester fidèles à cette double vocation ? *L'Internationale Communiste*, en ces belles années, a tenté d'animer la révolte des peuples colonisés.

Les résultats obtenus n'étaient guère probants, lorsque se produisit le tournant décisif de 1929. Les nationalismes africains, asiatiques et américains se sont formés hors de l'influence stalinienne — et les maîtres de Moscou ont, pour servir leur politique impérialiste, mené depuis lors, en Amérique du Sud, en Asie et en Afrique, un jeu trouble, contradictoire, déconcertant. Et c'est alors que le colonialisme craque et s'écroule, que Khrouchtchev jette ses tentacules sur les Etats politiquement libérés. C'est à nous au contraire qu'il appartient d'avertir nos amis des ex-colonies, de leur montrer la vraie figure du totalitarisme soviétique.

C'est à nous surtout qu'il appartient, là où la révolution politique semble accomplie, d'opposer l'internationalisme ouvrier aux nationalismes oppressifs.

Il a fallu peut-être un Nasser, un Bourguiba, un Castro, un Lumumba pour libérer les peuples égyptien, tunisien, cubain et congolais... peut-être aussi

---

(4) Le cas de Kasavubu qui, après s'être volontairement refusé à prendre l'initiative de la violence, tente de se libérer de Lumumba, illustre admirablement notre thèse. Dupé par le verbalisme anticolonialiste des Soviétiques, il s'est dégagé lorsqu'il a compris le rôle de Lumumba. « Démocratie 60 » du 6 octobre publie à cet égard des documents édifiants.

un F.L.N. pour réveiller le peuple algérien. Mais ce serait nous renier et nous déshonorer que de consolider les dictatures présentes, en souvenir des servitudes passées. Et en favorisant l'imposture stalinienne, la *R.P.* perdrait sa raison d'être !

Roger HAGNAUER.

P.S. — Nous n'avons pas à ruser avec nos amis.

La « contre-manifestation » des intellectuels... « loyalistes » — répondant au manifeste des 121 — nous paraît inouïe... digne du délire jusqu'auboutiste des clercs allemands et français de 1914. On regrette de trouver parmi les signataires, des professeurs estimables. On regrette encore plus d'y voir la signature de Suzanne Labin.

J'entends les sarcasmes de certains... « Voilà où conduit l'anticommunisme ! » Ne peut-on retourner l'argument ? C'est la neutralité de quelques-uns des 121 (ou même leur crypto-sympathie) en face du totalitarisme rouge qui motive une telle aberration. C'est également vrai sur le plan international.

Il reste que cet anticommunisme absurde, suggéré par la contre-manifestation en question, favorise admirablement les déviations khrouchtcheviennes. « On ne défend pas la liberté avec des esclaves, dit excellemment Bouladoux de la C.F.T.C. ». On ne défend pas la liberté de l'esprit avec des intellectuels... en uniforme.

Que proposons-nous de positif sur le plan français, demande un camarade du Rhône ? Une nouvelle... cohue ! — qu'il s'agisse au contraire d'action corporative, de défense de la liberté d'opinion, de lutte contre la Raison d'Etat, ou de défense laïque, nous en appelons à nos syndicats universitaires et ouvriers, à la condition qu'ils ne soient pas colonisés. Et parce que nous risquions de nous tenir au coude à coude avec des travailleurs communistes, nous n'avons jamais dans le passé, déserté le terrain de la lutte de classe... A cet égard, nous n'avons de leçons à recevoir de personne. — R. H.

PRESENCE DE PIERRE MONATTE

CE QUE MONATTE ETAIT POUR MOI

Depuis que pour la première fois, le 30 mai 1946, j'ai rencontré Pierre Monatte, ce dernier a tenu une importante place dans ma vie. Pourquoi ? J'aurai peut-être du mal à préciser ma pensée et pourtant, impérieuse étaient les forces qui me faisaient entreprendre, à intervalles réguliers, le « pèlerinage » de Vanves.

D'abord Monatte fut pour moi le militant, le vieux militant, celui qui avait vécu les grandes batailles d'avant 14, puis la résistance à la guerre alors que le monde ouvrier reniait ce qui avait été, ce qui est toujours, pour une grande part, sa raison d'être : la fraternité ; qui avait vécu aussi l'exaltante Révolution russe à ses débuts, tout ce que je n'avais connu que par les livres. Alors, quand je me trouvais devant Monatte, j'avais un peu l'impression d'avoir, en face de moi, chair et os, un de ces vétérans qui avaient enthousiasmé mon adolescence.

Monatte, un ancien ? Oui, mais pas un vieux ! Après tout, il arrive plus d'une fois de rencontrer de ces militants des temps révolus mais ils apparaissent souvent d'un autre âge et nous devons faire effort pour ne pas être déçus. Or Monatte, lui, était demeuré jeune. La vie avait passé sans réussir à tempérer son naturel optimisme qui, servi par une vive intelligence et une profonde connaissance des hommes et du mouvement, rendait sa conversation attrayante, instructive, tonique.

Avec cela, pas oracle pour un sou. Monatte s'informait autant qu'il informait et ses propos, dépourvus de pédantisme, n'imposaient rien. L'essentiel, pour lui, était l'action, dans la mesure du moins où elle est au service de l'homme.

Monatte m'était cher pour une autre raison encore. Quand, à la fin de chacune des visites que je lui rendais, abandonnant l'expression sérieuse qu'il avait souvent lorsqu'il parlait du mouvement, il abordait le chapitre de la vie personnelle, celui des enfants surtout — combien il regrettait de n'en pas avoir — il se révélait alors étonnamment humain et c'est là qualité rare chez ceux qui sont en proie à une grande idée. Puis nous nous séparions. Et je reverrai longtemps son geste final sur le seuil de son petit logement quand, aux côtés de Léo, sa femme, il tendait sa main d'un geste large et déterminé, comme un don. Ensuite, allègrement, je dégringolais toujours les escaliers de Vanves, réconforté.

Qualités d'intelligence, qualités de cœur. Certes Monatte en possédait et elles donnaient à son amitié une exceptionnelle valeur. Mais si je tenais à lui, profondément, c'est qu'il était encore pour moi quelque chose de plus. Je ne m'en rendis compte que peu à peu, lorsque je compris que j'allais à Vanves à chaque fois que s'imposait à moi un choix moral devant lequel j'hésitais. Je prenais alors rendez-vous et je revenais toujours l'âme plus légère parce que délivrée du doute. En aucun cas, je n'aurais fait ce que, moralement parlant, Pierre Monatte m'aurait déconseillé. « Une des personnalités les plus droites que j'aie rencontrées », ce mot de Romain Roland le dépeint parfaitement. Monatte était une conscience : pour lui, mais aussi pour moi et sans doute pour bien d'autres. Et, le perdant, c'est un peu de moi-même que j'ai perdu...

Jean MAITRON.

UN GRAND CHEF SANS GALONS

Je savais bien que notre ami était âgé et malade, mais j'étais tellement habitué, comme beaucoup d'autres camarades, à penser à lui lorsque les événements étaient difficiles que je finissais par le considérer comme une sorte de boussole humaine, indiquant toujours la bonne direction. Aussi je m'imaginais d'une manière toute naturelle qu'il serait toujours là, parce qu'indispensable à notre commune anxiété...

Après la guerre de 14-18, Pierre Monatte tenait, dans l'esprit et l'espérance des jeunes révolutionnaires, une place exceptionnelle... Dans cette aprèsguerre, les jeunes militants que nous étions se cherchaient un chef. Et souvent ne voyaient que des aspirants aux sinécures. C'est la grande raison pour laquelle Pierre Monatte et sa droiture intransigeante nous enthousiasmèrent...

Albert LEMIRE.

MONATTE, C'EST L'EDUCATEUR

Je l'ai connu en 1920 alors que, à 25 ans, j'étais secrétaire de la section du 10e du Comité de la IIIe Internationale. Un peu plus tard, c'est vers lui que d'instinct je me dirigeai au moment de mon exclusion du P.C. en allant lui montrer, dans la petite pièce du premier étage quai de Jemmapes, les textes incriminés...

Pour moi, *Monatte c'est l'éducateur* et le souvenir le plus vivant que je garde de lui, c'est sa joie de créer à la « Librairie du Travail » le « colis mensuel » du militant.

Est-ce lui qui en avait eu l'idée ou est-ce Hasfeld, je ne me souviens plus, seul demeure le souvenir de *l'importance que Monatte y attachait.*

R. BARANTON.

Notes d'Economie et de Politique

APRES SOIXANTE ANS, LA MEME DIVISION

La France, à nouveau, est divisée en deux camps. A nouveau, je veux dire : comme au temps de l'Affaire Dreyfus. Et ce sont les deux mêmes camps, l'Algérie ayant simplement remplacé, comme objet du conflit, le capitaine Dreyfus.

Les deux mêmes camps : dans l'un ceux que l'on pourrait appeler, si l'on veut, faute d'un meilleur terme, les « humanistes » ; dans l'autre, les brutes, ceux qui en sont restés au temps de la horde.

Ces derniers, qu'ils soient de France, d'Angleterre, ou d'Allemagne, qu'ils se dénomment chauvins, jingöes ou nazis, jugent que le groupe national auquel ils appartiennent a le droit de tout faire, du moment que cela sert son intérêt. « Qu'il ait raison ou tort, je suis avec mon pays », disait je ne sais plus quel conservateur anglais. C'est là la mentalité de l'homme primitif. Un seul devoir : piller et tuer le voisin ; telle est la condition de la survie. Notre moderne « civilisé » ne se distingue du sauvage que par un seul point, l'un des grands acquits de la civilisation : l'hypocrisie ; l'hypocrisie par laquelle on arrive à se faire illusion même à soi-même ; le chauvin du XXe siècle a idéalisé son instinct de primate en en faisant une vertu, qu'il a dénommée « patriotisme ».

Ceux de l'autre camp, les « humanistes », estiment, eux, que si la vie en société exige, certes, le respect par chacun de certaines obligations mutuelles, celles-ci ne doivent jamais obliger l'homme à commettre des actes que sa conscience réprouve. Au-dessus de la solidarité avec les compatriotes, il y a le devoir envers tous les hommes ; au-delà de l'intérêt de la patrie, il y a la justice.

Pour les primates du début de ce siècle, un innocent condamné par un conseil de guerre devait rester condamné, quelles que fussent les preuves de son innocence, parce qu'il est de l'intérêt de la patrie qu'un tribunal militaire soit réputé infaillible ; « l'honneur de l'armée » l'exige.

Pour les primates d'aujourd'hui, l'intérêt des Français est de faire suer le burnous de dix millions d'Arabes, ce qui exige que ceux-ci soient maintenus en état de servitude ; tout doit donc être mis en œuvre pour assurer leur obéissance : massacres et tortures ; la « grandeur de la France » l'exige. Et c'est pourquoi ceux qui dénoncent les massacres et les tortures et ceux qui se refusent à y participer doivent être mis au ban de la patrie, tout comme on prétendait y mettre ceux qui estimaient que le traître de 94 était le commandant Esterhazy et non le capitaine Dreyfus.

L'intérêt guide les uns, la justice meut les autres. Intérêt et justice sont deux pôles de la conscience humaine. Leur opposition est un aspect permanent des sociétés, presque autant que la lutte de classes. C'est pour cette raison qu'à soixante ans de distance, malgré tous les changements subis par notre vie matérielle et sociale, je me retrouve aujourd'hui en face du même conflit qu'au temps de ma jeunesse et, naturellement, dans le même camp.

Le partage des divers groupes de la société française entre les deux camps s'opère aujourd'hui, en gros, comme au temps de l'Affaire Dreyfus, avec cependant certaines modifications de détail, qui ne sont pas négligeables.

L'une des toutes premières demandes pour la révision du procès de Dreyfus émanait d'un certain nombre de professeurs au Collège de France, aux Hautes-Etudes, du successeur de Pasteur à son Institut, etc. Ces hommes furent immédiatement flétris du terme d' « intellectuels » (c'était la première fois que ce mot était employé comme substantif) par toute la jungle militariste, antisémite, cléricale et bien-pensante. Ensuite, ce fut le terrible « J'accuse » de Zola, autre « intellectuel ». L' « intelliguensia », comme disaient déjà les Russes, fut donc le premier groupe à se mettre du côté de la justice.

Or, c'est ce que nous voyons se reproduire aujourd'hui : *mutatis mutandis*, le récent manifeste des 121-180 rappelle celui des « intellectuels » dreyfusards, et, si l'on veut poursuivre le parallèle, Sartre peut être considéré comme occupant la place de Zola.

Par contre, les Juifs qui, naturellement, avaient fait bloc du côté de Dreyfus, se trouvent aujourd'hui, semble-t-il, partagés entre les deux camps ; en revanche, les protestants paraissent bien avoir maintenu leur position d'alors : dans leur grande majorité, ils sont contre les tortures, comme ils étaient, il y a soixante ans, contre le « faux patriotique ».

L'armée était tout entière, comme il se doit, du côté de l'injustice ; seules quelques individualités, si rares qu'elles pouvaient se compter sur les doigts d'une seule main, mais dont le courage n'en était que plus grand, firent exception : en premier lieu, le colonel Picquart, sans lequel l'innocence de Dreyfus n'aurait pu être que difficilement prouvée ; de même, aujourd'hui, il y a eu au moins un la Bollardière.

Mais il y a un groupe, un groupe très important, où la situation n'est plus la même qu'en 1900 : c'est celui des catholiques.

En 1900, ils avaient fait bloc contre Dreyfus, aussi unanimes pour affirmer sa culpabilité que l'étaient les Juifs pour affirmer son innocence, si bien que la lutte contre l'armée était devenue du même coup une lutte contre l'Eglise : « A bas le sabre et le goupillon ! ». Or, aujourd'hui, si la très grande masse des catholiques est certainement encore du mauvais côté, il y en a un nombre important qui, non seulement réprouvent les massacres et les tortures, mais qui ont été les premiers à les dénoncer et qui n'ont point cessé de demeurer à la pointe du combat. Il n'est donc pas douteux qu'aujourd'hui le goupillon s'est séparé du sabre. Je ne saurais dire si c'est simplement parce que l'Eglise craint d'avoir à supporter les frais d'une défaite éventuelle, comme ce fut le cas après l'affaire Dreyfus (loi sur les congrégations, séparation de l'Eglise et de l'Etat). Ou bien, si c'est pour des raisons plus nobles.

Cependant, si important que soit le changement de comportement des catholiques, une autre différence, d'importance encore plus grande pour l'issue de la bataille, est à noter : c'est

la différence du comportement de la classe ouvrière.

Lors de l'affaire Dreyfus, le rôle du prolétariat fut décisif.

Au début, celui-ci n'était pas très chaud pour se battre pour un officier, un Juif, et qu'on disait, en outre, millionnaire, mais une fois que les travailleurs parisiens eurent réalisé quel ennemi on avait devant soi : l'armée et l'église — ils marchèrent à fond, et ce furent eux qui emportèrent le morceau.

Or, aujourd'hui, la classe ouvrière n'a pas encore marché. Les réticences du Parti Czariste toujours attentif à ne pas « se couper des masses » (pleins pouvoirs à Guy Mollet, condamnation du refus de servir, etc.) en sont l'indice. C'est que si l'ouvrier français n'aime pas beaucoup les Juifs, il aime encore moins les « bicots » pour lesquels il professe un mépris au moins égal à celui que le bourgeois professe à son égard, et puis, il y a surtout que, sous l'action combinée des charmes de la voiture et de la télé d'une part, et sous le chloroforme de la religion moscovite d'autre part, il a perdu une grande partie de sa combativité.

De sorte que, très probablement, le conflit qui oppose aujourd'hui, en France, une fois de plus les deux camps traditionnels, ne pourra se résoudre en France, il se résolvera sur les champs de bataille d'Algérie. C'est l'Afrique qui décidera entre les Français. Nouvelle preuve de la décadence de notre vieux pays.

L'ABOUTISSEMENT D'UNE « PROPHETIE »

Il y a quatre ans, après la nomination de Lacoste au gouvernement général d'Algérie, j'écrivais (« R.P. » d'avrfil 56), sous le titre « Le massacre » :

Combien va-t-on en tuer (de bicots) ? Vingt mille ou quarante mille comme en 45 serait insuffisant : il en faudra au moins cent mille, peut-être un million. Un million, cela ferait 10 % de la population ; un sur dix, le vieux procédé de la décimation, ça pourrait faire l'affaire.

Une telle perspective : tuer un million d'Algériens, fit sursauter beaucoup de lecteurs. Notre camarade Louis Dumas, notamment, nous écrivait aussitôt (« R.P. » de mai 56) :

Pourquoi un écrivain de la valeur de Louzon a-t-il pu laisser sa passion l'emporter jusqu'à écrire cet article sur « le massacre », qui procède de l'indignation d'un polémiste, mais n'est digne ni de l'économiste, ni de l'historien, ni même du militant responsable de son influence sur ses camarades ?

...Cet article aboutit à une prophétie purement conjecturale : « Une saignée d'un million de cadavres suffira-t-elle ? »

Eh bien ! voyons où nous en sommes, après quatre ans et demi dans le dénombrement des cadavres.

Au cours d'un récent voyage d'études en Algérie, un ancien colonel, originaire d'Algérie, Jules Roy, s'est livré sur ce point à une enquête dans la commune de Toudja en Kabylie, et voici les deux séries de chiffres qu'il donne (« Express » du 6 octobre 1960) :

En 1954, c'est-à-dire avant l'insurrection, la commune comptait 7.230 habitants ; aujourd'hui, sur ces 7.230 habitants, on estime qu'il y en a environ 1.200 de morts ou disparus, dont 16 seulement ont été tués par les fellaghas ; les autres, vous savez par qui. Or, 1.200 sur 7.230, ça fait bien plus que le dixième dont j'avais envisagé la possibilité, mais le *sixième* de la population.

Voici, d'autre part, le recoupement auquel s'est livré M. Roy : parmi les habitants actuels, si l'on ne tient compte que des jeunes, ceux qui n'avaient pas plus de douze ans en 1956, date du début de la grande répression en cette région, les garçons et les filles sont en nombre presque égal (49,2 % de filles et 50,8 % de garçons), tandis que si l'on considère ceux qui, en cette même année 1956, avaient de treize à quarante et un ans, on ne trouve plus que deux hommes pour huit femmes, ce qui signifie que six hommes sur huit ont disparu, soit les trois quarts de la population masculine en état de porter les armes — proportion qui s'accorde bien avec celle du sixième de la population totale donnée précédemment.

Certes, il s'agit là d'un village kabyle, un village de ce bassin de la Soummam entre Grande et Petite Kabylie, qu'on a « pacifié » et repacifié je ne sais combien de fois ; en bien d'autres lieux, les pertes ont certainement été moindres, mais étant donné la grande marge qu'il y a entre un sixième et un dixième, notre camarade Dumas reconnaîtra, je pense, qu'en avançant ce chiffre d'un million de cadavres, dixième partie de la population, je faisais une « prophétie » qui n'est plus maintenant une simple conjecture, car elle est en train de s'accomplir.

Là où, par contre, j'errai, c'est lorsque je craignais qu'un massacre de cette envergure n'ait raison de l'insurrection. Or, le million de tués y est, ou presque, et le F.L.N. est toujours debout !

PART ENTIERE = SIXIEME DE PART

Si l'on veut se rendre compte de l'effroyable hypocrisie de la politique française à l'égard des Algériens, il n'est pas besoin de se rendre en Algérie, il suffit d'aller à Fréjus.

Voici deux ans et demi, depuis les fameuses « fraternisations » du Forum, que tous les Français, d'Algérie et de France, officiels ou simples particuliers, partisans de l' « Algérie française » ou ralliés à l' « Algérie algérienne » proclament à tous les vents que l'égalité entre Français musulmans d'Algérie et Français tout court est maintenant complète. Plus de discriminations ! Plus de racisme !

Et voici ce que l'on voit à Fréjus :

On se souvient de la catastrophe du barrage de Malplasset, on se souvient des sommes considérables qui vinrent alors de toutes parts pour secourir les sinistrés. Ces sommes viennent d'être réparties, réparties par le maire de Fréjus avec l'approbation de la majorité du conseil municipal, et voici l'une des règles de la répartition : pour le préjudice moral causé par la mort de son époux, toute femme ou homme dont le conjoint a péri dans la catastrophe, qu'il soit Français ou étranger, touchera 3 millions d'anciens francs. Toute femme ou homme sauf... les veufs ou veuves de « bicots ». Les veuves des travailleurs nord-africains emportés par le torrent n'ont droit, elles, qu'à 500.000 anciens francs, le sixième de ce que touchera la veuve du propriétaire foncier ou le touriste espagnol dont la femme passait là en auto !

Rarement racisme plus répugnant ne s'est affiché avec un tel manque de pudeur !

Et racisme, notez-le bien ! pas de petites gens. Le maire qui a osé proposer cette répartition n'est pas un quelconque petit commerçant plus ou moins « borné », ou un paysan sans « culture » : non ! c'est un grand bourgeois, un haut fonctionnaire, un juriste ! Il est conseiller à la Cour des Comptes.

En vérité, je vous le dis, l'hypocrisie de nos compatriotes, de ces êtres qui osent proclamer que les Algériens sont des Français « à part entière » et qui leur donnent tout juste, par charité, un sixième de part, dépasse tout ce qui pouvait être imaginé ; l'opposition entre les actes et les paroles n'a jamais été affichée avec un pareil cynisme.

MILLIARDAIRE CONTRE SPORTULAIRE

« L'administration du président Eisenhower a courtisé les tyrans, comme si c'était des amis de la liberté.

« Elle a épinglé des médailles sur la poitrine de dictateurs haïs comme Péron d'Argentine et Jimenez du Vénézuela et elle a été tout étonnée qu'après que ceux-ci aient dû partir en exil, on ait jeté des pierres sur le vice-président des Etats-Unis dans les rues de Caracas.

« Elle a fourni des armes en abondance à d'autres petits tyrans comme Batista, à Cuba, qui les employèrent contre leurs peuples, et la voilà maintenant consternée de la véhémence avec laquelle les meetings de La Havane crient leur haine de l'Amérique.

« En Espagne, elle a aidé à armer le fasciste Franco... au point que le monde se demande si l'Amérique se tient encore dans le camp de la liberté. »

Non, ne cherchez pas ! Ce n'est pas dans un numéro de la « R.P. » que ces lignes ont paru. Ce sont des extraits du discours d'ouverture prononcé au congrès du parti démocrate américain à Los-Angeles, par le sénateur Frank Church.

Ainsi donc, le parti démocrate, ou tout au moins certains de ses membres dirigeants, se décide-t-il, enfin, la veille des élections présidentielles, à formuler à l'égard de la politique suivie par Washington depuis huit ans la critique fondamentale que nous avons faite à cette politique... depuis huit ans : on ne défend point la liberté contre les Russes en combattant la liberté partout ailleurs.

Mais mieux vaut tard que jamais !

Il serait cependant faux de tirer du discours de Church la conclusion que s'il parvient au pouvoir le parti démocrate aura sur ce point une politique très différente de celle suivie par Eisenhower. Le fait que les démocrates ont endossé unanimement la politique suivie par Eisenhower à l'égard de Fidel Castro, qu'ils ont voté à l'unanimité, la réduction massive des importations de sucre cubain, montre que lorsque les intérêts des grandes sociétés yankee sont en jeu, démocrates et républicains mettent d'un commun accord la liberté et la démocratie sous le boisseau pour courir au secours des milliardaires « spoliés ». Partout où elles ne risquent de léser que des intérêts anglais, français, belges... démocrates et républicains américains sont prêts à défendre la Liberté et la Démocratie, mais si le fonctionnement de celles-ci conduit à la réalisation d'une réforme agraire qui réduit les propriétés de l'United Fruit, halte-là ! foin de la liberté des peuples et des Etats ! Entre Fidel Castro autour duquel se presse reconnaissant et enthousiaste tout un peuple, et Batista gouvernant par la terreur au profit de l'United Fruit et de la Standard, pas d'hésitation possible : les intérêts du « monde libre » concordent avec le renversement de Fidel Castro.

Néanmoins, il est probable que la nouvelle administration américaine soutiendra les dictatures avec un peu moins de lourdeur, un peu plus de retenue que ne le fit celle qui achève actuellement son règne. La leçon a été trop éclatante. Si tous ceux qui ne sont pas engagés dans un camp ou dans l'autre, si l'Asie, l'Afrique, voire même l'Amérique latine, ne cessent de s'éloigner chaque jour davantage du camp occidental, cela est dû *uniquement* à la politique de soutien des dictatures suivie par Washington depuis huit ans. Une chose est certaine : encore quelques années de cette politique et le monde entier aura basculé du côté de Moscou. C'est de cela dont on commence à se rendre compte en Amérique, aussi bien chez les républicains que chez les démocrates, et c'est pourquoi il est probable que la politique qui sera suivie désormais dans ce domaine sera à peu près la même, que ce soit Kennedy ou Nixon qui soit élu.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement sur ce point que la politique américaine sera la même, quel que soit celui des deux candidats qui l'emportera, mais à peu près sur tous les points. Car la politique d'un grand pays, comme le sont les Etats-Unis, dans un grand moment, comme l'est le moment actuel, est commandée par des impératifs qui ne dépendent pas des opinions ou des qualités des hommes, mais des nécessités d'une situation.

Aussi bien Nixon que Kennedy parleront beaucoup de la liberté et la soutiendront chaque fois qu'elle ne risquera pas de heurter les intérêts capitalistes américains ; aussi bien l'un que l'autre pousseront à fond l'armement des Etats-Unis afin de tenter de rattraper le retard que l'Amérique a actuellement dans ce domaine, et même d'y atteindre, si possible, une supériorité telle que Moscou n'ait plus qu'à s'incliner ; tous les deux chercheront à diminuer le plus possible les mesures de discrimination et de ségrégation à l'égard des Noirs car il est indispensable que l'Amérique renforce son unité nationale par l'intégration complète au sein de la communauté de ses quelques dizaines de millions d'anciens esclaves si elle ne veut pas être un jour en proie à une désagrégation interne ; ni l'un ni l'autre ne chercheront à limiter sérieusement les droits des syndicats, ni à s'opposer par la force aux revendications ouvrières car les travailleurs organisés d'Amérique ont acquis aujourd'hui une trop grande puissance, ils représentent une masse trop considérable et ils ont une conscience trop vive de leurs intérêts pour qu'on ose tenter de les abattre.

La différence entre les deux candidats réside donc presque uniquement dans une différence de personnes, mais, de ce point de vue, le contraste est complet.

Kennedy est le fils d'un milliardaire ; le grand-père était un pauvre émigrant, mais le père a fait fortune et cette fortune est actuellement au service du fils pour les besoins de sa politique. Kennedy n'est donc pas et ne saurait être un « politicien corrompu ». Corrupteur peut-être, mais non corrompu, car personne ne serait assez riche pour pouvoir l'acheter.

Nixon est, lui, tout au contraire, le type achevé du corrompu. On se rappelle ce qui fut dévoilé à la veille des élections présidentielles d'il y a huit ans et dont Nixon dut bien reconnaître l'exactitude : depuis qu'il était sénateur de Californie il touchait régulièrement une mensualité d'un groupe d'hommes d'affaires californiens. Autrement dit, il était chargé contre rémunération de mettre son influence de sénateur au service des intérêts privés de ces hommes d'affaires.

Qu'après une telle révélation Nixon ait pu être élu vice-président des Etats-Unis, et qu'il

puisse être aujourd'hui candidat à la présidence, en dit long sur les mœurs politiques d'outre-Atlantique.

Mais le fait que Nixon soit un corrompu peut ne pas l'empêcher de se montrer à l'occasion un « grand homme d'Etat ». Depuis Thémistocle jusqu'à Clemenceau, l'histoire abonde en exemples d'hommes qui furent les politiciens les plus corrompus de leur temps et qui, cependant, en des circonstances graves, voire dramatiques, ont su conduire l'Etat avec un bonheur rare, le cynisme étant sans doute aussi nécessaire dans la conduite des Etats que dans celle des affaires privées.

PIRE ENCORE QUE LA POLITIQUE AMERICAINE LA PROPAGANDE PRO-AMERICAINE

Qu'en combattant tout mouvement d'émancipation des peuples ou des classes qui risque d'affecter les intérêts du capitalisme yankee, l'Amérique apporte chaque jour des torrents d'eau au moulin « communiste », cela est archi-évident. Mais, ce sur quoi je voudrais appeler aussi l'attention, c'est sur l'eau qu'apporte également au moulin moscovite le genre de propagande pratiquée en France par les pro-américains.

Même quand ils prétendent se recouvrir d'une étiquette de gauche, voire révolutionnaire, ces propagandistes prennent parti contre toute révolution partout et toujours, ouvertement ou sournoisement, et cela sous le prétexte imbécile que tout mouvement populaire risque d'être soutenu par Moscou et, par conséquent, de profiter aux « communistes ». « Ne touchez pas au capitalisme américain, ne touchez pas à l'United Fruit ou à la Standard Oil, vous faites tort ainsi au monde libre, vous faites le jeu du Kremlin ! ».

Si bien que les peuples qui veulent se libérer ne trouvent aucun appui hors de leurs frontières, chez ces démocrates ou ces révolutionnaires qui sont pourtant leurs alliés naturels; ils n'y rencontrent, dans le meilleur des cas, que réticences, critiques, réserves et, le plus souvent, une hostilité déclarée. Alors, dans ces conditions, vers qui, encore une fois, voulez-vous qu'ils se tournent pour trouver le soutien extérieur qui leur est indispensable pour tenir le coup, si ce n'est vers l'U.R.S.S. ?

Quand je parle de la propagande pro-américaine, je ne vise pas seulement les propagandistes professionnels qui se sont loués aux Américains ou simplement au patronat, et dont les attaques contre les « communistes » sont si bêtes et si basses qu'elles ne vous donnent qu'une envie, celle de vous precipiter à la cellule la plus proche pour vous y faire inscrire; je parle aussi des sincères, de ceux qui ne sont pas endollardés et qui, cependant, en fait, adoptent la même position que les autres.

Regardez, par exemple, le dernier numéro de la « R.P. » ! Vous y voyez des « Notes sur le grand conflit Est-Ouest » qu' « en refusant le pétrole vénézuelien, Cuba justifie le refus de son sucre » par les Etats-Unis, ce sucre que ceux-ci lui achetaient « aux cinq tiers de son prix ».

On croit rêver en lisant de telles assertions sous la plume de gens qui devraient tout de même être vaccinés contre les allégories sous lesquelles le bourgeois a coutume de masquer les réalités !

Faut-il donc répéter que les achats de sucre, les ventes de pétrole à Cuba sont des choses qui, avant Fidel Castro, se passaient exclusivement entre Yankees, entre l'Etat américain et les trusts américains. Ce n'est pas aux Cubains que les Etats-Unis achetaient le sucre, et qu'ils l'achetaient au-dessus du cours mondial, mais aux trusts yankees, tel l'United Fruit, qui étaient les propriétaires des plantations de sucre et des raffineries de sucre de l'île de Cuba. Cet achat au-dessus du cours mondial était une prime que l'Etat de Washington versait à ses propres trusts, aux dépens du consommateur, qui payait par là son sucre plus cher. Mais, de l'affaire, Cuba ne tirait aucn avantage.

Quant au pétrole que Cuba a refusé de continuer à acheter, c'est le pétrole que lui vendaient jusqu'alors les trusts pétroliers bien connus, Standard, Shell, et leurs filiales et que ces trusts, que ce pétrole vienne du Vénézuela ou d'ailleurs, lui vendaient au prix fort, à un prix qui pouvait se comprendre à l'époque de Suez, alors que l'on craignait une disette de pétrole, mais qui n'avait plus de raison d'être avec la surabondance de pétrole qui existe aujourd'hui ; ce prix était d'ailleurs si manifestement exagéré que ces trusts ont dû, depuis, baisser leurs prix à peu près partout.

Mais, vouloir se libérer de l'emprise des trusts, fonciers et pétroliers, c'est sans doute devenu un crime aux yeux de certains ! Un crime aussi grand que fut à l'époque la nationalisation du canal de Suez !

Prenons maintenant, dans le même numéro de la « R.P. », l'article : « Où va la révolution cubaine ? ».

Ici, à part peut-être quelques péchés par omission (1), tout est exact. Tous les faits particuliers qui y sont relatés sont vrais, mais le tableau d'ensemble n'en est pas moins faux, radicalement faux.

Il est un travestissement qu'il est très facile d'opérer dès qu'on touche à l'histoire. Ecrivez l'histoire de la Révolution française en relatant de la manière la plus exacte les noyades de Nantes, les septembrisades, les vices de Danton, les guillotinades de la Terreur, etc., etc., tout le décor de la Révolution, ajoutez-y, si vous voulez, certaines mesures législatives du genre de la loi Le Chapelier, et tout ce que vous direz là sera vrai, et cependant le tableau que vous aurez tracé sera faux.

Faux, parce que la Révolution française c'est autre chose que tout cela ; c'est une *révolution*. C'est-à-dire une destruction du passé et la pose de bases nouvelles pour l'avenir. Si donc vous ne parlez pas du passé, ni des directions vers lesquelles tendaient les révolutionnaires, vous omettez l'essentiel, et par là supprimez la vérité.

---

(1) Exemples :

« Les syndicats placés entre l'Etat patron et l'Etat maître des marchés du travail ne peuvent plus jouer leur rôle traditionnel ».

Mais pouvaient-ils le jouer sous Batista ?

« L'U.R.S.S. a réalisé une excellente affaire en achetant 5 millions de tonnes de sucre cubain... en le payant moins cher que les Etats-Unis ».

Elle le paye moins cher que les Etats-Unis, c'est exact, et nous avons dit, à qui, en fait, les Etats-Unis versaient ce prix, mais cela ne suffit pas à lui avoir fait une « excellente affaire », puisqu'elle le paie à son cours mondial, c'est-à-dire au prix auquel elle le paierait partout ailleurs.

Egalement des choses peu compréhensibles :

« Les communistes... ont manœuvré de telle façon... que tout opposant est éliminé des directions syndicales ».

Et, au paragraphe suivant :

« David Salvador Mariso, qui avait combattu férocement tous ceux qui s'opposaient à la mainmise des communistes sur les syndicats, fut éliminé. »

Il en est de même pour nos révolutions présentes. Il convient d'en regarder le point de départ et la direction, et non pas seulement les fautes, les erreurs ou les crimes qui les accompagnent.

Certes, à Cuba, aujourd'hui, la liberté de la presse doit être fort réduite, et il serait sans doute facile d'y relever d'autres actes de dictature. Mais avez-vous jamais vu une révolution triompher sans procédés dictatoriaux ? L'une d'elles l'avait essayé : la Commune de Paris ; elle a duré moins de deux mois et demi et cela lui a valu d'avoir 30.000 des siens massacrés.

Certes, les expropriations opérées à Cuba ont été suivies de mesures d'étatisation, présentées d'ailleurs la plupart comme des mesures de réquisition, c'est-à-dire des mesures temporaires.

Mais comment faire autrement ? A qui remettre, comme cela, brusquement, du jour au lendemain, la direction de presque toutes les entreprises du pays, entreprises dont il fallait qu'elles ne s'arrêtent pas même un jour (la canne à sucre n'attend pas) et qui, aussi bien les agricoles que les industrielles, étaient de *grandes* entreprises régies par de *grandes* sociétés, organisées donc de manière à fonctionner au moyen d'une bureaucratie hiérachisée sous une direction centralisée — si ce n'est à celui qui pouvait tout de suite faire marcher cette machine bureaucratico-centralisée parce qu'il en est lui-même une : l'Etat. Celui-ci n'a fait que se substituer au trust pour prendre la direction des rouages existants, c'est entendu, mais c'était le seul moyen, au moins pour le moment, de les faire tourner.

Il faut remarquer, en outre, que tout ce qui n'était pas centralisé, tout ce qui fonctionnait sous une direction individuelle, n'a pas été touché, ni par la mise sous séquestre, ni par la nationalisation : la petite et moyenne propriété agricole ont été maintenues (avec l'exploitant, locataire ou métayer, devenant propriétaire des terres qu'il cultivait aux lieu et place du propriétaire absentéiste) ; de même, le petit et moyen commerce.

Mais ce n'est pas encore là l'essentiel. L'essentiel est ceci : jusqu'à la chute du dictateur Batista, la vie économique et sociale de Cuba était la vie capitaliste type ; en haut, une oligarchie (généralement étrangère) ayant la mainmise sur toute l'économie agricole, industrielle et commerciale et en tirant des bénéfices considérables ; en bas : un peuple, autochtone, fournissant un travail dont il n'était payé que moyennant un taux de plus-value considérable et qui était ainsi réduit à la misère la plus noire.

Or, la révolution de Fidel Castro a été faite, personne ne saurait en douter, pour mettre fin à cet état de choses ; elle s'est donnée pour but, d'une part d'éliminer les magnats, et de l'autre, de donner au peuple une part accrue du produit de son travail.

Voilà l'essentiel ! Voilà la direction de la révolution ! C'est en raison de cette direction que tous ceux qui ont gardé un peu de tripe révolutionnaire se doivent de la soutenir.

Certes, elle peut se tromper, elle peut commettre des erreurs, s'abandonner à des excès, faire parfois fausse route, on pourra le regretter, mais si, sous prétexte d'objectivité, ou par simple pédantisme, on se contentait de dresser le catalogue de ses erreurs, de ses excès, ou de son manque de discernement, on ne pourrait être classé que parmi les ennemis de la révolution.

Comme toute révolution, la révolution cubaine est un « bloc » ; il faut accepter le bloc ou bien se placer carrément dans le camp des contre-révolutionnaires.

« Toute action réelle, tout pas fait en avant vaut mieux qu'une dizaine de programmes ». La révolution cubaine est une action réelle, un pas fait en avant. Que les faiseurs de programmes en prennent acte avant de confronter sa marche avec leur programme !

S'il doit continuer à ne pas en être ainsi, s'il appert définitivement que les révolutions les plus authentiques ne peuvent compter sur aucun autre appui que sur celui de Kremlin, alors on ne devra pas s'étonner si l'on voit, un jour prochain, le drapeau russe flotter à La Havane... et ailleurs.

R. LOUZON.

P.-S. — Quand Khrouchtchev, à la tribune de l'O.N.U., traite Franco de « bourreau du peuple espagnol » qui a pris le pouvoir « en assassinant et en pendant les ouvriers et paysans espagnols » et qu'il ajoute que Franco est maintenant « considéré par la prétendue démocratie américaine comme un de ses meilleurs amis », qu'est-ce que Washington peut trouver à répondre à cela ? — R. L.

Lettre du Danemark

Les grèves illégales

Au cours de l'été, le paisible Danemark a connu une atmosphère de révolte provoquée par des grèves « sauvages ». Des dizaines de milliers d'ouvriers ont participé à ces luttes, et le mouvement se poursuit avec force. Presque toutes les grèves sont illégales, et le tribunal du Travail qui inflige des amendes pour ruptures de contrats, siège sans désemparer. De leur côté, la Confédération patronale et la Centrale syndicale danoise (De Samvirkende Fagforbund) sont également préoccupées. Les dirigeants des syndicats s'efforcent de rendre impossibles les actions illégales, d'une part en employant les menaces, les prières et les promesses, d'autre part en négociant avec les employeurs pour faire aboutir les revendications ouvrières.

Jusqu'à présent, aucune statistique des conflits n'a été dressée, mais on peut avancer que le Danemark n'avait jamais connu une vague de grèves illégales d'une telle ampleur.

Qu'arrive-t-il aux ouvriers danois ? Se sont-ils convertis au syndicalisme révolutionnaire ? Sont-ils influencés par les communistes, ou par les communistes d'opposition (le nouveau Parti Socialiste Populaire) ? Pas du tout. Bien sûr, les petits partis tentent d'exploiter la situation, mais sans aucun résultat sur le plan politique.

Trois facteurs expliquent le fait que les travailleurs danois aillent « aux barricades » : le relèvement général du niveau de vie, le plein emploi et les contrats collectifs de trois ans. En effet, pour la majorité ouvrière percevant des « salaires normaux », la paie demeure invariable pendant toute la période du contrat, sauf les réajustements automatiques en fonction de l'indice des prix. Si bien que certaines couches ouvrières (de 100.000 à 200.000 salariés environ) conservent leurs revenus fixes, alors que d'autres groupes sociaux, et notamment les catégories travaillant aux pièces, bénéficient d'augmentations considérables. Les salaires dits « normaux », généralement bas, sont bloqués. Une grande partie de ces salariés sont des ouvriers sans qualification ou des ouvrières, qui protestent contre l'injustice qui les frappe dans une conjoncture favorable.

Le mouvement gréviste prend ainsi les dimensions d'une catastrophe naturelle que des augmentations de salaires peuvent seules éviter. Et de fait,

les conflits ont eu pour résultat des augmentations, de 15 couronnes par semaine, en moyenne. Au début du mouvement, les patrons tinrent bon. Le Syndicat des ouvriers brasseurs fut condamné à une amende de 100.000 couronnes pour infraction à la convention, mais néanmoins les employeurs furent contraints à concéder des augmentations pour toute l'industrie intéressée. Malgré la résistance patronale, les amendes infligées par les tribunaux et les tentatives « d'apaisement » des dirigeants syndicaux, les grèves illégales se poursuivirent, s'étendirent à tous les secteurs, et gagnèrent l'ensemble du pays.

Actuellement, la Confédération patronale et les directions syndicales discutent le relèvement des salaires pour *tous* les travailleurs percevant des « salaires normaux ». Les salaires augmentent un peu partout, et même les fonctionnaires, qui ne possèdent pas de droit de grève, se sont mis en mouvement. C'est le cas des facteurs de Copenhague, par exemple, qui ont décidé de ne plus effectuer d'heures supplémentaires et revendiquent des augmentations de 80 couronnes par mois, alors que, d'après les règlements, les agents des postes n'ont pas le droit de formuler des demandes de ce genre.

Il n'est pas encore possible de faire l'historique de ce grand mouvement gréviste dont les racines se trouvent sur les lieux mêmes du travail. La plupart des grèves ne durent que quelques jours, une semaine au maximum, et de nombreux conflits se sont terminés par des amendes et des augmentations, simultanément. Aujourd'hui les travailleurs posent comme condition à leur retour au travail que leurs conflits ne soient pas présentés devant lse tribunaux du travail.

D'autres groupes d'ouvriers ont obtenu des augmentations sans partir en grève. Les employeurs craignent de perdre les hauts bénéfices que leur vaut la présente période de prospérité générale.

Les centres grévistes les plus importants ont été jusqu'à présent Copenhague et Aalborg, mais il y a eu de nombreuses actions à Odense, Aarhus, Koldding, Esbjerg, etc.

Outre les relèvements de salaires, les grèves ont eu comme résultat que les contrats de trois ans comporteront une clause de « sécurité » qui permettra aux salaires « normaux » d'être majorés en cours de contrat.

Il est intéressant de rappeler que le principe des contrats de trois ans fut accepté par les ouvriers en 1958, par voie de referendum. Mais, à l'époque, la décision portait sur la réduction de la semaine de travail (trois heures de moins), qui n'avait pas subi de changement depuis 1919.

Les grèves montrent que l'évolution sociale moderne est marquée par un certain dynamisme qui parfois, et c'est le cas du Danemark, se manifeste par des éruptions ouvrières inattendues.

Carl Heinrich PETERSEN.
(Août 1960)

Parmi nos LETTRES

« Sans plaisir »

De J. GALLIENNE, à Pézenas :

Dans la R.P. de septembre, j'ai lu sans plaisir l'article de Suzanne Labin « Monsieur K et la question juive ». Sans plaisir, car l'auteur prend délibérément parti pour Israël et méconnait totalement les causes et la signification du nationalisme arabe, que plusieurs camarades, dont Louzon et moi-même, se sont souvent efforcés d'expliquer dans la revue.

Aujourd'hui, je lis le nom de Suzanne Labin parmi les signataires d'une déclaration défendant le point de vue de l'impérialisme français en Algérie, en compagnie, entre autres, du maréchal Juin et de Pierre Gaxotte. Cela situe Suzanne Labin et la juge. J'espère que désormais la R.P. s'abstiendra de publier des articles d'elle et mettra les choses au point dans son prochain numéro.

L'article de Suzanne Labin est consacré à l'antisémitisme khrouchtchevien... non aux rapports entre Israël et les Etats arabes. Sur ce point, chacun d'entre nous a une position personnelle... peut-être parce qu'il ne voit qu'un côté des choses. C'est le cas des « sionistes » qui négligent l'existence des Arabes exilés de Palestine. C'est le cas des « Arabophiles » qui ont complètement oublié l'extermination des Juifs européens par les monstres nazis. Il y a aussi ceux qui pensent que l'hostilité à Israël n'est trop souvent pour des dictateurs arabes qu'un... alibi démagogique — et qui constatent que les Arabes votent en Israël... tandis qu'en Syrie et en Egypte, les Juifs n'ont aucun droit civique, aucune liberté sociale... les Arabes non plus d'ailleurs.

Nous disons d'autre part ce que nous pensons du geste de Suzanne Labin signant le manifeste des intellectuels en uniforme. Aberration qui équivaut pour nous à une rupture... mais qui n'implique pas une condamnation des propos antikhrouchtcheviens de Suzanne Labin. D'ailleurs, il faut se garder des rapprochements insolites. — R. H.

La discussion dévie

De Jean DUPERRAY, de la Loire :

Peut-on revenir aux questions réelles ? Celles que posent bien Leval, Hagnauer, Maitron et quelques autres.

Notre antistalinisme doit-il nous empêcher d'étudier toute évolution « dialectique » éventuellement favorable du planisme russe ou satellite, au nom du passé, même récent ?

Doit-il nous faire condamner, par exemple, l'attitude que rappelait Louzon « même si la classe ouvrière se trompe, je reste avec la classe ouvrière ? » (Monatte à la C.G.T.).

Doit-il nous éloigner de toute action effective si elle implique l'unité d'action avec la C.G.T. (défense laïque, grèves revendicatives, lutte contre la guerre d'Algérie, etc.) ?

Doit-il nous conduire à refuser toute unité d'action avec les organisations ouvrières à direction communiste ?

Doit-il nous empêcher de préparer l'unité syndicale ouvrière démocratique et les cercles d'études PUMSUD (par exemple) aussi longtemps que la bureaucratie stalinienne et ses séquelles existeront ?

Doit-il nous entraîner à nous contenter de comparaisons quantitatives de plus ou de moins entre les aspects « humanitaires » ou inhumains des régimes capitalistes, fascistes et cléricaux et ceux des capitalismes d'Etat pour mettre les pouces devant les uns sous prétexte qu'existent les autres ?

Répondre implicitement ou explicitement par l'affirmative à chacune de ces questions peut sembler la meilleure manière de faire aboutir à leurs fins nos « partis pris » justifiés. A moi, elle semble la plus mauvaise.

C'est là-dessus que doit porter la discussion, pas sur la justification de nos « partis pris » eux-mêmes. Traiter en effet d' « anticommunisme maladif », l'une des options fondamentales du « communisme syndicaliste et libertaire » de la R.P. ou, plus exactement, l'une des options fondamentales du syndicalisme indépendant contre l'emprise bureaucratique sur le mouvement ouvrier et oublier du même coup les leçons antitotalitaires de toute l'histoire ouvrière, c'est franchir un tout autre pas.

Mais justifier une attitude par seule opposition à celle-là ce n'est pas répondre aux questions qui se posent.

— Duperray a raison. Il faut répondre par la négative à toutes les questions qu'il pose. Il y a « l'action réelle » à laquelle nous devons participer, même avec des gens qui ne pensent pas comme nous, pourvu qu'il s'agisse bien d'une action « réelle » dont les objectifs ne soient pas corrompus dès le départ, ou ne se corrompent pas au cours de l'action. Mais cela ne nous prive pas, au contraire, du droit de défendre hautement notre opinion de syndicalistes qui mettent au-dessus de tout la liberté, l'indépendance de la classe ouvrière et l'égalité dans la classe ouvrière. — R. G.

MORT OU TRANSFIGURATION DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

Depuis quelques années (le Congrès du Havre fut son acte de naissance), il existe, en France, une « opposition communiste » ou, pour cerner de plus près la réalité « des oppositions communistes ». Elles s'exprimèrent bientôt, le plus souvent sous le couvert de l'anonymat, dans plusieurs organes de la presse démocratique, comme *France-Observateur*, certaines revues d'orientation révolutionnaire, comme *Socialisme ou Barbarie*, puis se cristallisèrent essentiellement autour de *Tribune du Communisme* et *Les Voies Nouvelles du Socialisme*. Le premier de ces deux organes œuvrant plus facilement en direction des travailleurs, le second, créé par une poignée d'intellectuels, menant de préférence l'analyse et la critique au niveau des théories et des concepts.

Ces publications n'ont pas survécu à leurs contradictions internes, provoquant chez les intellectuels le retrait total de toute activité sociale pour certains, le retour au bercail, en bons fils prodigues, et pour le groupe de *Tribune du Communisme*, l'entrée au Parti Socialiste Unifié, au bureau duquel siège son ancien dirigeant, Poperen. Mais les tragiques événements de la Hongrie révolutionnaire écrasée par les tanks russes, la restalinisation de ce vaillant pays, sous la férule de Kadar, l'assassinat de Imre Nagy, le leader incontesté des ouvriers, paysans et intellectuels insurgés, les « aveux » de Khrouchtchev concernant les crimes de Staline, les mensonges, les infâmies proférées par les dirigeants bureaucrates contre d'honnêtes et sincères militants, tous ces faits devaient donner vie à de nouvelles vagues d'oppositionnels.

Actuellement deux groupes incarnent particulièrement cette volonté de « régénérer le Parti » : *La Voie Communiste* et *Unir*. Au départ, une divergence fondamentale sépare ces deux tendances. Pour *Unir*, il n'est pas question d'agir en dehors du Parti, c'est à l'intérieur que doit être menée la lutte pour la restauration, la réorganisation du Parti de la classe ouvrière. Au contraire, si elle ne nie pas la nécessité d'un travail interne, *La Voie Communiste* n'en demeure pas moins convaincue — et depuis la nomination de Maurice Thorez au secrétariat général, l'expérience l'a prouvé — qu'il serait naïf et vain de penser qu'on puisse aboutir, les structures du Parti empêchant une véritable confrontation et discussion entre les camarades. Mais le but de ce texte n'est pas tant de comparer les tactiques des différents groupes d'opposants, pour déterminer qui a tort et qui a raison, que d'aborder les réels problèmes qui se posent à nous et auxquels, jusqu'ici, on n'a donné que des semblants de réponses.

Car il semble que les oppositionnels dans quelque groupe qu'ils se situent n'osent déborder certaines préoccupations de crainte de voir cesser leur présent accord. Ces problèmes nous semblent pouvoir être résumés au mieux en deux ou trois phrases interrogatives : Une Opposition Communiste est-elle viable aujourd'hui ? Si oui, qu'est-ce que doit être une Opposition Communiste ? Que peuvent en attendre ceux qui, si même ils ne font pas profession de foi communiste, ne se prévalent pas moins hautement révolutionnaires.

Nous allons tenter d'y répondre personnellement en espérant ne pas grossir la confusion et le désordre qui règnent dans nombre d'esprits. Il ne fait aucun doute pour personne qu'une opposition communiste voit aujourd'hui son existence justifiée ; si nous nous en tenons aux seuls faits, l'incapacité du P.C.F. à promouvoir des « actions de masses » contre la sanglante guerre menée par le capitalisme français, avec le concours de la jeunesse française, pour abattre l'admirable volonté d'indépendance du peuple algérien, éclate aux yeux. Il n'est pas besoin de rappeler le vote des pouvoirs spéciaux qui, malgré les flots dialecticiens répandus en long et en large dans les pages de *l'Humanité*, n'ont pas été sans laisser des cicatrices douloureuses dans un grand nombre d'esprits. Et si nous remontons encore un peu dans le temps, la répression soviétique en Hongrie, l'Octobre polonais, Poznan avaient suffisamment permis la réflexion pour que les yeux et les cerveaux s'ouvrent à des réalités pénibles et affolantes. Mais, dès le début, la confusion critique s'installa et elle continue toujours.

Pour la plupart il ne s'agissait là que « d'erreurs », regrettables certes, des espèces d'abcès qui avaient sournoisement poussé sur un corps par ailleurs moins malade que les mauvaises langues pouvaient le prétendre. On réduisait le mal à des défauts funestes de tactiques, à l'avilissement de certains chefs, cela revenant à dire par exemple, qu'en Hongri Rakosi et Geroe étaient effectivement « pourris », mais qu'en les liquidant on rendait au Parti des Travailleurs hongrois sa pureté virginale ; cela amenait Khrouchtchev à cristalliser sur le nom de Staline, lors de son fameux rapport, toute ou presque toute la responsabilité des fautes commises, comme si une semblable explication pouvait s'accorder au schéma marxiste selon lequel un homme ne peut pas faire impunément l'Histoire.

La nécessaire révision déchirante qu'on pouvait croire possible quand on annonça le processus de déstalinisation, fut en vérité étouffée dans l'œuf. La peur d'être entraîné trop loin ou plus exactement la peur d'être *dépassé* conduisit vite les dirigeants à trouver d'autres nourritures à donner en pâture aux militants. Elle eut pour résultat d'ajourner, « sine die », les explications qu'on était en droit d'attendre. Khrouchtchev, avec la rouerie et l'habileté que lui ont appris quarante ans de manœuvres, donna le coup de barre juste à temps. Et tous les partis communistes purent proclamer ainsi que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. L'imagerie subsistait, une dernière fois, dans la fonction de bouc émissaire : Staline servait la patrie universelle des exploités.

L'Opposition en supporta les conséquences dans la mesure où la reprise en mains des appareils par ceux-là mêmes qui y triomphaient, aux plus belles heures de l'épidémie stalinienne la forçait à un choix impérieux : ou s'en tenir au rôle « d'opposition de Sa Majesté » — c'est celui que semble avoir choisi *Unir*, pour qui l'éviction des vieux cadres trop marqués et leur remplacement par de plus jeunes parait être une revendication majeure — ou bien avoir le courage de traiter des sujets tabous, des sujets litigieux, au risque de voir fondre au soleil de l'évidence certaines convictions qui l'animent encore. Le premier de ceux-ci étant bien entendu l'U.R.S.S. sur qui les appréciations sont autant contradictoires qu'incertaines : Etat ouvrier dégénéré, capitalisme d'Etat, Etat socialiste, il est absolument impossible de savoir où en est l'opposition sur ce sujet brûlant et capital.

En se refusant ainsi, sinon de trancher résolument, à essayer au moins de cerner la vraie nature de l'U.R.S.S., l'Opposition se condamne à demeurer

à l'intérieur d'un cercle vicieux qui a, peu à peu, étouffé les oppositions qui se sont succédé depuis environ trente ans.

Car le jeu dialectique est simple : si l'U.R.S.S. effectivement est bien un Etat socialiste qui préfigure la société communiste où l'Etat lui-même dépérira, pour faire place à l'unique gestion des ouvriers, des paysans et des intellectuels, le parti de Maurice Thorez, membre français d'un corps universel dont la tête demeure la Russie, a raison en tout, et une quelconque opposition est non seulement impensable mais injustifiable. Ou bien l'U.R.S.S. n'est pas celle qu'on pense et l'Opposition Communiste (je songe ici à ceux qui se sont nettement démarqués du parti) doit se détruire en tant que telle. Ou l'on juge encore que la déstalinisation a été accomplie dans sa totalité et il n'y aurait alors aucun motif de demeurer en dehors d'un parti qui aurait retrouvé sa vocation authentiquement révolutionnaire, où le stalinisme n'est point mort et il ne peut s'agir alors que de le dénoncer, partout où il a accompli ses ravages.

A moins de se moquer, la reconnaissance de la révolution hongroise nécessite une mise en question des forces de répression et de l'Etat qui les commande, entendu que si l'on vient, sous prétexte de défendre les conquêtes socialistes, chez un peuple dont la majorité désire le socialisme, il n'est pas nécessaire de le mitrailler. A Budapest les choses étaient claires : le socialisme des ouvriers de Gyôngyôs et de Borsod n'était pas le socialisme de Farkas et de Geroe. On sait quel fut le choix soviétique. A moins de se moquer à nouveau la reconnaissance de la Révolution Algérienne exige une solidarité totale, non pas seulement verbale mais active, avec ceux qui en sont les partisans.

Il semble que celle-ci soit particulièrement fluctuante, si toutefois l'on peut dire qu'elle se soit manifestée autrement que par les diatribes fulminantes des leaders de Moscou et des pays satellites. A quoi l'on rétorquera, dans le camp des bonnes consciences, qu'une aide ouverte apportée aux Algériens risquerait de créer entre les grandes puissances un climat de tension accrue qui pourrait enfanter la guerre. Nous n'en doutons pas mais à notre tour, nous pouvons nous étonner de la confuse politique menée par le P.C.F., face à la guerre d'Algérie, face au régime gaulliste dont le moins qu'on puisse dire est qu'il a suspendu la catastrophe au-dessus de nos têtes. Et Khrouchtchev, reconnaissant la validité de l'accession au pouvoir du général, acculait la gauche communiste française à une douloureuse impuissance dont elle n'est pas encore guérie.

Nous comprenons fort bien que le chef de l'Etat soviétique se soit trouvé satisfait d'un partenaire dont certaines vues sur le plan européen se révélaient susceptibles d'avoir d'heureux effets pour la politique des dirigeants de l'U.R.S.S. que tourmente beaucoup, et à juste titre d'ailleurs, l'importance du réarmement allemand. De Gaulle avide de faire de la France une puissance militaire capable de battre en brèche les forces de la Bundeswehr, entrait involontairement dans le jeu du « bloc socialiste » pour qui Pankow est jusqu'ici la pointe la plus avancée en direction de l'Europe capitaliste. Pointe que pourrait mettre en péril une Allemagne de l'ouest, forte et décidée à n'en faire qu'à sa tête. La presse de ces derniers jours, d'autre part, annonçait la visite officielle, la première de ce genre depuis six ans, d'une délégation du G.P.R.A. à Moscou. On peut penser que De Gaulle, dont la perte de prestige dans le monde, due à ses prises de position sur la valeur et le rôle de l'O.N.U. et à son impossibilité de réaliser la paix, n'intéresse plus Khrouchtchev et que ce dernier va de plus en plus soutenir les « vainqueurs » de demain, comme il a soutenu et soutient le régime de Fidel Castro, et, sans résultat, Lumumba au Congo.

Une Opposition qui n'aurait en vue que de rétablir la démocratie au sein du parti, le retour aux principes marxistes-léninistes sans approfondir les questions dont nous avons grossièrement traité ici, ne pourrait avoir de poids réel. Elle se verra vite condamnée à la stagnation, aux débats stériles ou alors, comme le laissait entendre un dirigeant du P.C.F., elle jouera en fin de compte en faveur de celui-ci.

Il semble que l'Opposition ne soit pas encore délivrée de certains mythes, de certains tabous qui freinent sa recherche de la vérité. L'U.R.S.S., pays où se réalise le socialisme, *malgré tout*, n'est pas le moindre. La déstalinisation que réclamaient à cors et à cris les opposants de tout poil serait donc totalement réalisée, pour qu'on réserve le mot de « stalinisme » uniquement à un Thorez, à un Duclos, sans oser aborder par exemple la situation des minorités juives en U.R.S.S., la sitation des syndicats, les échecs absolus de certaines théories de collectivisation qu'il a bien fallu avouer, entre autres sujets brûlants, que la foi marxiste n'interdit pas de poser. Nous pensons aussi que l'Opposition n'a pas tiré les leçons souhaitables de la révolution hongroise qu'on est en droit de considérer comme la première révolution prolétarienne contre la nouvelle classe au pouvoir, la bureaucratie. Etat dans l'Etat, puissance géante des temps modernes, qui met sérieusement en cause le processus établi par ls marxistes orthodoxes, selon lequel le capitalisme ne peut faire place qu'au socialisme. Qu'on ne nous soupçonne pas de pro-trotskysme si nous rappelons que le créateur de l'Armée Rouge, après avoir répandu la théorie d'une Russie socialiste, dégénérée, avait, dans les mois qui ont précédé son assassinat, émis des jugements différents. Il est très regrettable que les dirigeants de la IVe Internationale dédaignent ces écrits d'un intérêt capital pour les esprits libres et indépendants.

Mais les « révisions déchirantes » ne sont faciles pour personne. Pour en terminer donc, il nous parait que l'Opposition communiste, si elle persiste à s'en tenir aux procès d'individus ou de tactiques, ne saurait avoir qu'une existence précaire dont la fin pourrait être marquée pour certains de ses membres par le retour au sein d'un parti dont le redressement démocratique, sur le double plan de l'idéologie et des structures internes, aurait été soi-disant accompli. Il n'y aurait plus de problème, mais une Opposition que tous les partis traditionnels et bourgeois qui se respectent, depuis le M.R.P. jusqu'à la S.F.I.O., possèdent en permanence. Par contre, si cette Opposition repose sur des désaccords qui dépassent de loin, personnes ou tactiques, il lui faut se transfigurer, par une intense réflexion critique sur le contenu du socialisme, sur ce que doit être la gestion ouvrière dans une société non capitaliste, sur les dangers ou les avantages du parti unique dans et après la « révolution », sur la valeur de la personne humaine dans un monde socialiste... Tâches immenses mais urgentes devant lesquelles l'Opposition ne saurait reculer, quitte à en être amenée à se reconnaître comm l'embryon d'un futur et authentique Parti Communiste.

André LAUDE.

LE VERDICT DE LA SAGESSE ANTIQUE SUR FRANCIS JEANSON

A J.-J. Servan-Schreiber et à tous les Messieurs bien-pensants qui partagent l'opinion qu'il a émise sur l'activité du réseau Jeanson, rappelons cette parole du sage :

« Les paroles sont des femelles ; les actes seuls sont des mâles. »

LETTRE D'ARGENTINE

DE LA LIBRE ENTREPRISE A LA REPRESSION PERMANENTE

LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Voilà déjà quinze mois que l'activité économique du pays, et par conséquent sa vie sociale se trouvent orientées par l'équipe ministérielle que préside le capitaine-ingénieur Alvaro Alsogaray et dont font partie une équipe d'hommes d'affaires dont les liens avec de grandes sociétés internationales sont notoires. De ce fait, il n'est pas toujours facile de savoir où finissent les activités particulières de ces messieurs pour ce qui concerne leurs propres entreprises, et où commencent leurs activités en faveur de la « Récupération nationale » si souvent évoquée. Par exemple, le Dr Juni, ministre de l'Industrie et du Commerce, un des piliers de l'équipe, fut pendant plusieurs années président du conseil d'administration argentin du trust britannique des produits chimiques Duperial, et il ne renonça à ce poste que pour entrer dans le ministère. Or, d'après de bonnes sources, cette firme a bénéficié de diverses facilités pour l'entrée et la fabrication des matières plastiques. Des cas semblables se produisent chaque jour. Il semble qu'il s'agisse d'opérations légales et « correctes » qui n'enfreignent en rien la loi et qui permettent aux dirigeants « libre-entreprise » d'appliquer une méthode particulière de dirigisme, laquelle favorise la prospérité de leurs propres entreprises, alors que la prospérité générale du pays se trouve continuellement retardée. Comme ces entreprises privées, ou à capital mixte (Etat et particuliers) se trouvent presque toujours en étroite relation avec les sociétés capitalistes étrangères largement bénéficiaires de cette politique, il semble que le qualificatif « entreguista » (qui livre, qui remet) employé pour désigner cette politique et le gouvernement qui la pratique, convienne assez.

Rappelons que ce même gouvernement s'installa au pouvoir sur la base d'un programme de nationalisme économique, d'aide et de développement des industries nationales, etc. Il convient également de remarquer que cette façon de qualifier la politique gouvernementale n'est pas propre aux seuls groupes nationalistes plus ou moins totalitaires, mais qu'elle est également employée par l'oposition démocratique. En faisant la part de l'inévitable dose de démagogie qui entre dans toute propagande destinée à obtenir un capital électoral, il faut reconnaître que l'orientation économique du gouvernement, qui suit les directives du Fonds monétaire international, présente des traits colonialistes caractérisés, sacrifie délibérément le niveau de vie au nom d'un bien-être futur chaque jour plus lointain, et permet de conclure diverses « affaires marginales » qui, en cas de brusque changement politique, fourniront l'occasion de « révélations sensationnelles » sans autres conséquences pratiques.

Voyons quelques cas éloquents. Ces jours-ci s'opère l' « implantation » dans le pays d'un capital de soixante millions de dollars destiné à créer un complexe industriel pétrolier et chimique. Les matières premières nécessaires à cette industrie se trouvent être le gaz naturel et les sous-produits du pétrole que l'Argentine possède en abondance et qui jusqu'à présent n'avaient été que peu utilisés. Or, il se fait que cette opération autorisée par un décret gouvernemental pris au début de cette année présente quelques particularités : la firme qui, aux termes du décret, a obtenu la concession est la **Fish International Corporation** de Panama qui dispose d'un capital d'actions de... 5.000 dollars ! Il s'agit en effet d'une sorte d'agence d'affaires qui a été commissionnée par d'autres formes : **Continental Carbon Company, Witco chemical Company Inc, Cities Service Oil Company** et **Continental Oil Company,** pour obtenir du gouvernement argentin le décret en question. Comme il ressort du texte d'une lettre dont la presse a publié la photocopie, si les termes du décret apparaissaient **acceptables** par les dites compagnies, celles-ci se décideraient à contribuer « chacune dans la proportion qui lui revient », à effectuer l'investissement en Argentine. Ainsi, le gouvernement argentin a accordé une concession de type monopoliste à une entreprise qui n'a pratiquement aucune solvabilité alors que les sociétés qui feront effectivement les installations du complexe chimico-pétrolier ne contractent aucun engagement direct avec le gouvernement. Ces compagnies pourront utiliser des capitaux provenant des crédits nord-américains, et le montant de ces capitaux viendra en déduction du total des crédits que les Etats-Unis accordent à l'Argentine. Si l'on ajoute que, conformément au décret qui autorise la **Fish Corporation** à « implanter des capitaux », le gouvernement argentin s'engage à lui fournir les matières premières — gaz naturel et sous-produits du pétrole — au **prix de revient** et non au prix du marché, on comprendra aisément la fabuleuse affaire que les soi-disant financiers réalisent : le financement des installations se fait grâce aux crédits obtenus sur la base de la concession et les matières premières sont obtenues à bas prix.

L'explication de ces somptueux avantages peut être trouvée dans les entrevues qu'eurent le ministre Alsogaray et M. Raymond Fish, lors du voyage du ministre aux Etats-Unis, en octobre 1959. Par la suite, des démarches rapides en marge de l'intervention des organismes techniques d'Etat qui devaient être consultés, aboutirent à conclure l'affaire. Un groupement d'orientation nationaliste intitulé « Mouvement de défense du pétrole argentin », au sein duquel se trouvent quelques éléments de gauche, a publié une importante documentation sur ce sujet et l'a présentée à la justice comme élément d'accusation contre Alsogaray et des hauts fonctionnaires. En même temps, le texte fut publié en brochure et largement diffusé, sans autre résultat que de développer un peu plus la méfiance de l'opinion publique contre le gouvernement et son équipe économique qui, impassibles, poursuivent leurs projets.

Un autre exemple est fourni par la « super-usine » centrale thermique qui se construit à Dock Sud, dans la périphérie de Buenos-Aires. Cette centrale, qui devait remédier au déficit d'énergie électrique dont pâtit le grand Buenos-Aires, commença à être construite en 1958 pour le compte de l'Etat. Elle devait être terminée pour la fin de 1961. Cependant, les travaux furent rapidement paralysés à demi, par manque de fonds, disait-on. Mais il s'agissait d'un prétexte pour livrer l'usine — et par conséquent la distribution d'électricité — à une entreprise privée, liée elle-même à un trust international. La signification de l'opération a été confirmée, comme toujours, par une intervention du ministre de l'Economie, suivant une ruse qui lui est habituelle. Dans le cas présent, il s'agit de la constitution d'une société anonyme créée par « les usagers les plus importants de l'énergie électrique » convoqués dans ce but par le ministre, et qui se présenta comme chose faite après que l'idée d'une coopérative d'électricité fut repoussée. L'apport de capitaux de ces grands usagers sera sans doute insuffisant pour achever les travaux et il sera nécessaire de recourir à des contributions étrangères, c'est-à-dire d'en arriver à ce que l'équipe écono-

mique gouvernementale désirait, en application des accords contractés avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. La question de la distribution d'énergie est généralement compliquée par des tractations peu claires.

Il convient de rappeler (une chronique antérieure avait exposé les faits) que le gouvernement actuel avait réalisé une curieuse opération avec la C.A.D.E. (Compagnie argentine d'électricité) filiale de la S.O.F.I.N.A. (groupe international) par l'intermédiaire de laquelle était créée une entreprise mixte : les services électriques du Grand Buenos-Aires (S.E.G.B.A.), ce qui permettait la réévaluation des biens de la C.A.D.E., et obligeait l'Etat à verser 126 millions de dollars comme contribution à la nouvelle société, par annuités de 10 %. Le scandale était que ces biens devaient, conformément à l'accord de concession signé par la commune en 1907, revenir à la municipalité de Buenos-Aires en 1957, sans aucun frais. La concession fut déjà prolongée en 1936, grâce à l'achat ouvert de la majorité des conseillers municipaux de la capitale, et la prorogation fut abrogée par décret en 1957.

Aujourd'hui, il s'agit de faire passer une nouvelle loi sur l'énergie qui accorderait des pouvoirs discrétionnaires au gouvernement national pour accorder des concessions. Malgré la ferme opposition qui existe pour sanctionner cette loi — dix députés du parti gouvernemental s'y refusent et se trouvent ainsi en « état de rébellion » — il est probable que le pouvoir exécutif finira par l'emporter, comme en d'autres cas semblables.

Pour ne pas allonger par trop la liste des exemples, citons un dernier cas mineur. Le député Anselmo Marini, des « radicaux du peuple », a présenté à la Chambre une demande d'information concernant les motifs qui déterminèrent le gouvernement à autoriser l'achat de 150 automobiles d'origine japonaise à deux firmes locales, simples intermédiaires, alors qu'il est établi qu'il y a quelque temps déjà une entreprise japonaise avait sollicité l'autorisation d'installer dans le pays des ateliers de fabrication de voitures du même type, ainsi que de matériel de chemin de fer, bateaux pour cabotage, etc., en investissant 53 millions de dollars. Ce genre de demande de « renseignements » est devenu une rubrique courante dans la presse et le public se trouve ainsi vaguement informé des nouvelles « combinaisons » ou « opérations » sous couvert desquelles se font en réalité des escroqueries et des prévarications au niveau des hautes sphères économiques du pays. Mais il ne se produit rien de plus, sinon que les partis et les commentateurs de l'opposition disposent d'un abondant matériel pour entretenir leurs partisans.

LA POLITIQUE SOCIALE

La stabilisation monétaire a été présentée comme le grand but que le pays devait atteindre à tout prix, comme condition préalable à la stabilisation des prix et à un relèvement ultérieur du niveau de vie. Pour l'atteindre, le gouvernement appliqua des mesures énergiques pour réduire les crédits et les importations, ce qui provoqua la baisse des demandes en devises étrangères, mais provoqua aussi de sérieuses difficultés à la marche des industries et au commerce intérieur. La stabilité monétaire a été pratiquement atteinte. Il y a plusieurs mois que le dollar se maintient aux environs de 83 pesos, et les autres monnaies étrangères sont à un taux équivalent. Ce niveau se maintient artificiellement, car la Banque centrale intervient en achetant du dollar en quantité. Les dollars ainsi achetés ne constituent pas une réserve destinée à stimuler le développement économique du pays, mais simplement à alimenter le service de la dette extérieure. Des 400 millions de dollars qui existaient il y a un mois comme réserve, 300 millions sont destinés à payer les dettes extérieures jusqu'à la fin de l'année. Par ailleurs, la politique de « stabilité » qui impose des restrictions à la consommation tout en maintenant un déficit financier de 27 milliards de pesos, a eu des incidences négatives sur le niveau de vie des salariés. Il suffit de remarquer par exemple la relation prix-salaires pour se rendre compte avec précision de ce que ressent directement la majorité de la population, y compris une partie des classes moyennes. En prenant comme base l'indice 100 pour 1943, le coût de la vie avait atteint en mai 1960 (d'après les chiffres officiels) 3.455,1 ; quant aux salaires, pour 100 en 1943, ils avaient atteint 2.338,8 en mai 1960. Il est vrai qu'au cours des derniers mois les prix ont peu augmenté et qu'ils peuvent être considérés comme stabilisés. Mais c'est en fait la stabilisation d'un déséquilibre prononcé qui pénalise les travailleurs dans leur standard de vie.

En plus de ce que ces simples chiffres révèlent, il faut citer divers jugements qui recoupent l'impression donnée par les indices et qui, en raison de leur origine, ne peuvent être suspectés sur le plan politique. L'un figure dans un rapport concernant la situation argentine et qui a été rédigé par deux observateurs de la **Chemical Bank New York Trust Company**, et qui a été publié par des quotidiens de la capitale dans le courant de juillet. Parlant des conséquences du programme de stabilisation, qu'il estime en grande partie achevé, le rapport déclare : « Les crédits bancaires ont été réduits au moyen de manipulations monétaires comme élément du plan de stabilisation, et la structure des crédits intérieurs devient très ajustée. Le manque de capitaux et d'argent liquide se fait sentir dans tous les secteurs et le commerce se trouve fortement endetté. Le pouvoir d'achat a diminué, le coût de la vie a notablement augmenté (ceci s'applique aux premiers mois de l'année. — N.D.L.R.), les ventes se font difficiles et la production diminue ; le produit national brut, par exemple, a diminué de 4 % en 1959. L'activité de la construction s'est également ralentie sérieusement en raison du manque d'argent et de crédits ». Le rapport ajoute : « En raison de ces circonstances, on comprend parfaitement pourquoi les syndicats demeurent relativement tranquilles ; une grève n'est nullement dommageable pour un commerce qui ne sait où placer ses produits. Le chômage, ou la crainte du chômage, a modifié l'attitude des syndicats ». Autre observation intéresante du même rapport : « Le gouvernement actuel, **avec l'appui de l'armée** (c'est nous qui soulignons. N.D.L.R.) semble décidé à suivre l'application du programme de stabilisation et d'austérité malgré son évidente impopularité politique dans un grand secteur de la population. Le gouvernement a réuni un groupe capable, énergique et responsable aux positions-clés ». Le diagnostic posé ne peut être plus clair, surtout si l'on tient compte que ceux qui le rapportent sont d'accord avec le traitement économique appliqué au pays.

Se référant clairement à l'actuelle expérience argentine, le Dr Prebis, économiste argentin en renom, qui travaille dans les organismes supérieurs des Nations Unies, a déclaré devant le Conseil économique et social que la seule stabilité monétaire ne suffit pas pour déclencher des forces dynamiques capables de résoudre les problèmes des pays latino-américains. « Nous avons vu qu'en divers pays — a-t-il poursuivi — la stabilité monétaire s'est traduite par le marasme ou par un rythme d'expansion très lent et que, chose plus grave, en certains autres pays, la recherche de la stabilité monétaire et de l'équilibre de la balance des paiements a rendu nécessaire, pour répondre à cette conception, la contraction de l'économie, avec de sérieuses conséquences économiques et sociales.

Il apparaît, en définitive, que la fameuse stabilisation et le pseudo-libéralisme économique invoqués par le gouvernement n'ont jusqu'à présent donné pour résultats que la baisse du niveau de vie des travailleurs, le chômage et la réalisation d'affaires louches mais excellentes pour ceux qui participent ou sont liés à la conduite économique du pays, et qui sont capables de contourner habilement les interdictions du code pénal. Ce qui provoque un profond malaise et un sourd mécontentement, lesquels n'ont pu trouver encore une expression positive, car ils sont utilisés par une opposition de type électoraliste et alimentent les courants démagogiques de tous les genres.

LE PLAN CONINTES

Il existe sans doute une relation directe entre cette situation et le régime de répression permanente, policière et militaire, auquel est soumis le pays depuis de longs mois. Sous le prétexte de quelques grèves de teinte politique qui se produisirent en 1959, l'état de siège fut proclamé et il continue d'être en vigueur bien qu'il n'y ait plus de grève depuis longtemps déjà. On parla ensuite de complots, de danger pour la « Sécurité institutionnelle », mais aucune preuve n'est apportée pour justifier la mesure d'exception et moins encore pour expliquer sa prolongation. Plus tard intervint la campagne de terrorisme qui précéda et suivit les élections législatives de mars 1960. A la vérité, la série d'attentats qui se produisirent tout au long d'un semestre fut un phénomène réel et non pas une invention du gouvernement mais ce dernier l'utilisa pour imposer un régime de justice militaire sommaire qui, en fait, supprime les garanties constitutionnelles et qui se prolonge alors que les attentats ont cessé ; et bien qu'une loi dite d'exception ait été approuvée, qui punit de forte peine toute participation ou relation même éloignée à des attentats, à la détention d'armes ou d'explosifs, etc.

La campagne terroriste, inspirée par le péronisme, fut la conséquence directe de l'abstention électorale décidée par ce courant et soutenue par les communistes, nationalistes, trotskystes et autres totalitaires. Les attentats devaient appuyer l'abstention et rendre difficiles ou impossibles les poérations électorales. Ces attentats furent nombreux et accomplis sans discernement, provoquant de nombreuses victimes. C'est ainsi que l'incendie des dépôts de combustibles de la Shell Mex à Cordoba occasionna la mort de quinze personnes qui habitaient les pauvres habitations voisines, c'est-à-dire des prolétaires. On apprit par la suite, mais sans grands détails, que les auteurs de l'attentat étaient des éléments nationalistes (fascistes) qui avaient bénéficié de l'appui de fonctionnaires de la police de la même tendance. De toute façon, la campagne n'atteignit pas ses objectifs, car l'abstention aux élections de mars ne dépassa pas 20 % du corps électoral, alors que les instigateurs du vote blanc espéraient pouvoir compter sur 50 % d'abstentionnistes et obtenir ainsi le « climat » nécessaire à leur révolution... Ils créèrent par contre un climat propice à la répression permanente qui est en cours et qui sert magnifiquement les plans du gouvernement, notamment pour éliminer les mouvements revendicatifs d'une certaine importance.

L'instrument technique utilisé a été désigné sous le nom de **plan Conintes**, une des créations péronistes que les gouvernements postérieurs ont conservées pour les utiliser pour leurs propres fins. Il s'agit d'une « loi de mobilisation de temps de guerre pour temps de paix », édictée en 1948 et le terme **Conintes** — lequel, pendant longtemps apparut comme une espèce de formule secrète et menaçante — provient de la réduction de la phrase « Conmocion interior ». Pratiquement, cette loi place l'administration, la justice et les divers services de l'Etat sous l'autorité militaire, avec pleins pouvoirs. Dans les circonstances présentes, le plan Conintes s'applique à la répression du terrorisme, les mesures d'intimidation, etc., si bien que tout accusé ou suspect de ces activités se trouve placé sous la juridiction des tribunaux militaires comme en temps de guerre et comme si les inculpés se trouvaient mobilisés. C'est de cette façon que des jugements sommaires furent rendus, sans intervention d'avocats civils, et que des peines allant jusqu'à vingt-cinq ans de prison furent infligées. Des commandements Conintes se trouvent dans tous les centres importants, correspondant aux garnisons militaires et ils agissent avec la discrétion et la brutalité de troupes d'occupation. Bien que leur « fonction spécifique » soit la répression du terrorisme, ils interviennent en certains autres cas, en accordant ou en refusant l'autorisation pour réunir des assemblées ouvrières ou organiser des manifestations publiques. Le système Conintes fonctionne comme un pouvoir policier judiciaire de caractère absolu, du fait qu'il n'est limité par aucun autre pouvoir et qu'il n'y a ni garanties ni défense légale contre ses décisions. Plusieurs cas de tortures pratiquées dans les cellules de l'organisation Conintes ont été dénoncés, documents à l'appui, sans qu'aucun d'eux ait été suivi d'enquête sérieuse. Et cela alors que les faits qui ont donné prétexte à la mise en vigueur du système répressif ont disparu presque complètement.

Pour défendre l'ordre démocratique sans cesse invoqué par les hauts chefs militaires, des méthodes aussi peu démocratiques que celles « inventées » par le péronisme sont utilisées, et elles s'appliquent aujourd'hui à de nombreux péronistes, notamment à ceux qui ont été les exécutants dociles des ordres venus de loin, lancés par ceux qui se trouvent à l'abri de tout danger et de toute difficulté.

Il ne s'agit pas seulement de réprimer le terrorisme et d'éliminer les velléités de retour au **justicialisme**, mais aussi de décourager les mouvements de résistance à la politique gouvernementale, politique qui prétend résoudre les problèmes économiques du pays par des sacrifices imposés aux seuls secteurs populaires et par l'actroi de larges avantages aux groupes capitalistes, la plupart étrangers.

LE CAS DU SYNDICAT DES PLOMBIERS

Une preuve, que nous croyons concluante, des véritables buts de l'action répressive en ce qui concerne le mouvement ouvrier, est fournie par le cas du syndicat des ouvriers plombiers, hydrauliciens et annexes, appartenant à la Fédération Ouvrière Régionale Argentine (F.O.R.A.). Cette filiation, comme toute l'histoire de cette organisation, la placent au-dessus de tout soupçon de collusion avec le péronisme, le communisme, ou une quelconque tendance totalitaire. C'est un des rares syndicats qui subirent, sans se désintégrer, les persécutions et la clandestinité de la période péroniste. Par la suite, il reprit ses activités publiques, avec ses méthodes d'action directe, en évitant au maximum l'intervention des organismes officiels dans les conflits avec le patronat. Nombreux furent les conflits qui reçurent une solution favorable aux ouvriers, sans incidents majeurs. A la fin de 1959, une assemblée corporative décida de lancer la revendication de six heures, objectif à atteindre progressivement par groupes d'entreprises. Plusieurs patrons acceptaient, et le travail reprenait normalement dans les diverses firmes. Mais les dirigeants de l'organisation patronale, c'est-à-dire les chefs d'entreprises puissantes, se refusèrent obstinément à céder, et déclenchèrent une violente campagne contre le syndicat des plombiers, qu'ils dénoncèrent comme « anarchistes » qui donnaient « le mauvais exemple » aux travailleurs du bâtiment. Le résultat de cette campagne, où l'argent ne fit pas défaut, fut que la répression la plus furieuse s'abattit sur les militants plombiers, lesquels furent arrêtés par dizaines, non seulement au local syndical, à leur domicile ou dans la rue, mais même sur les lieux du travail. La police parvint à faire pression sur les patrons qui avaient accepté les revendications syndicales, leur conseillant de dénoncer les militants qui les leur avaient « extorquées ».

Simultanément, un syndicat jaune, animé par des éléments nationalistes, fut créé et immédiatement reconnu par le ministère du Travail. Groupant des briseurs de grèves et des repris de justice, ce syndicat se lança dans la provocation et le sabotage sous l'œil bienveillant de la police. En résumé, dépassant la réaction patronale, tout le pouvoir d'Etat se déchaina sur une organisation qui ne compte que 2.000 membres — c'est-à-dire la quasi totalité de la profession à Buenos-Aires — mais qui est un exemple vivant de solidarité, d'esprit militant et d'action directe ; c'est-à-dire un **mauvais exemple** pour les autres travailleurs à qui l'on essaie de faire accepter la passivité et la docilité envers les bureaucraties syndicales et d'Etat. Des centaines d'ouvriers plombiers passèrent par les prisons et actuellement il en demeure une quarantaine, certains se trouvant enfermés dans des prisons de Patagonie depuis de longs mois.

INSTITUTEURS ET MILITAIRES

Les enseignants, primaires, secondaires et même supérieurs, ont toujours constitué le secteur le plus mal payé des salariés de l'Etat. Jusqu'à ces derniers temps, il a également été le plus résigné, le plus silencieux en ce qui concerne les revendications. Mais depuis quelques mois — début mai — il est passé au premier plan.

Le motif central de l'agitation des instituteurs et professeurs — enseignement primaire et secondaire — groupés dans une commission de coordination de tous les enseignants, correspond à la simple volonté de faire appliquer une loi. Cette loi fut votée en 1958, à l'unanimité des deux Chambres, et elle est connue sous le nom de « Statut de l'enseignant ». L'essentiel du texte, que le gouvernement se déclare dans l'impossibilité d'appliquer, consiste à réclamer le salaire mobile en faveur des maîtres du primaire et du secondaire, en relation avec le coût de la vie. Lorsque la loi fut votée et promulguée par l'Exécutif, elle fut présentée comme une conquête extraordinaire et un acte de justice sociale. Personne, à l'époque, ne chercha à savoir quelles ressources budgétaires la financeraient. C'est là un exemple flagrant d'irresponsabilité et de démagogie. Par la suite survint la hausse constante du coût de la vie, et le gouvernement se limita à considérer la loi comme lettre morte. Dix-huit mois passèrent ainsi, au cours desquels les organisations d'enseignants s'épuisèrent en démarches, en réclamations pacifiques, sans autres réponse que la passivité ou les manœuvres dilatoires des autorités. C'est alors qu'ils se décidèrent à passer à l'action, s'organisèrent en groupes de lutte, lancèrent des grèves partout dans le pays et entretiennent un état d'agitation qui peut se transformer en grève générale de longue durée. Face à cette attitude des enseignants qui exigent que le statut soit appliqué progressivement, le gouvernement, par la bouche du ministre de l'Economie — toujours Alsogaray — répondit qu'il n'avait pas d'argent, que l'application du statut entraînerait un gonflement énorme du budget, l'inflation et le désastre. Par la suite, il offrit une aumône : une augmentation de 10 % (en fait, l'augmentation du coût de la vie exigerait une augmentation correspondante des salaires de 100 %). Les enseignants repoussèrent l'offre avec indignation. Le Parlement améliora la proposition : 25 %, chiffre qui demeure provisoire. Le salaire de base d'un instituteur est de 3.000 pesos par mois, ce qui, avec le décompte pour la retraite, donne 2.700 pesos, véritable salaire de famine.

Alors que le gouvernement refuse énergiquement d'accéder à la demande des instituteurs, il procède au rajustement des soldes des militaires, lesquels se dépensent tant pour défendre l'ordre et la démocratie ! Il l'a fait silencieusement, avec à peine de vagues allusions aux rajustements. Le décret qui s'y rapporte ne fut pas publié par la grande presse et les chiffres qui suivent ne parurent que dans quelques journaux de gauche. Les augmentations accordées totalisent 5 milliards 400 millions de pesos. Un lieutenant-général obtient 14.600 pesos d'augmentation, si bien que sa solde atteint 40.000 pesos par mois ; un général reçoit 12.400 pesos d'augmentation ; un colonel 9.400, et ainsi de suite. De plus, ces messieurs perçoivent des « frais », bénéficient de « facilités » et de « combines » qui doublent souvent la rémunération officielle. Résumant un commentaire sur le thème « Instituteurs et militaires », « Accion Libertaria », organe de la Fédération libertaire argentine, disait : « Les instituteurs et les militaires offrent les deux visages d'une politique propre à un gouvernement réactionnaire, épaulé par les forces armées et qui donne toute apparence d'appliquer un plan de destruction de l'école publique sous la pression et l'inspiration de l'Eglise catholique ».

L'ACTUALITE SYNDICALE

L'actualité syndicale est caractérisée par les tentatives d'unification entreprises sous les auspices d'importantes organisations nationales, comme l'Unon Ferroviaire, la Fraternité (machinistes et chauffeurs de chemins de fer), les Confédérations des employés de commerce, la Fédération argentine des travailleurs de l'imprimerie, la Fédération Force et Lumière, et d'autres encore. Diverses réunions de contact se sont tenues et l'atmosphère qui entoure cette initiative peut être décrite par le terme journalistique : « optimisme prudent ».

A vrai dire, l'entreprise est difficile. Au fractionnement des syndcats de la C.G.T. en « noyaux » — connus sous le nom des « 62 », des « 32 majoritaires démocratiques », des « 19 », sans compter les indépendants — il faut ajouter la forte politisation — dans le sens partisan — de la majorité de ces groupes. L'espèce de cristallisation de ces fractions rend malaisée ce qui est devenu un slogan de presque tous les partis : la Centrale ouvrière unique. Il y eut une sorte de caricature d'unification, représentée par le M.O.U. (Mouvement Ouvrier d'Unification) créé par les organisations à direction péroniste et communiste ; son caractère « unitaire » fut mis en évidence dans les réunions publiques oragnisées sous ce sigle et qui se terminaient par des bagarres entre adeptes des diverses tendances. Pratiquement, le M.O.U. a cessé d'exister. Par aileurs, on dénote dans la masse ouvrière une certaine lassitude envers les manœuvres politiques continuelles auxquelles elle fut soumise et qui l'embarquèrent dans des mouvements de grève qui n'avaient d'autre but que de soutenir les mots d'ordres circonstanciels des partis, qui gaspillèrent des énergies qui aujourdd'hui font défaut pour défaut pour défendre d'authentiques revendications ouvrières.

Cela peut représenter un facteur favorable pour une orientation réellement syndicale, mais ce n'est pas suffisant Il manque une rééducation de la masse syndicale et il faudrait éliminer la funeste politicaillerie des dirigeants. Dans les conditions présentes du mouvement ouvrier argentin, l'unité totale n'est pas autre chose qu'une bonne intention, quand ce n'est pas un mot d'ordre opportuniste. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas travailler utilement dans ce sens, mais dans la mesure où l'unité signifie rendre au mouvement syndical son esprit d'indépendance, de solidarité et de lutte, caractéristique de sa meilleure époque.

Jacobo PRINCE.
Septembre 1960.

LE CERCLE ZIMMERWALD,
LA REVOLUTION PROLETARIENNE,
L'UNION DES SYNDICALISTES,
LES AMIS DE PIERRE MONATTE

vous invitent à réserver votre après-midi du

DIMANCHE 6 NOVEMBRE 1960
à 15 heures, 78, rue de l'Université
(Métro : Solférino) — Salle des Nymphes

Assemblée des adhérents, abonnés et sympathisants

Dans une première partie, le
SOUVENIR DE PIERRE MONATTE
sera évoqué par
Maurice CHAMBELAND et **Jean MAITRON**

Dans une deuxième partie, nous essaierons de répondre à la question :

ET MAINTENANT ?

Dans l'esprit de Pierre Monatte, comment poursuivre la lutte ?
Essai d'un groupement de forces nouvelles autour de la « R. P. »

Raymond GUILLORE et **Louis MERCIER**
ouvriront la discussion.

D'où vient l'argent?

Notre ami Claude Desobry, empêché, s'excuse de ne pouvoir remettre en temps utile les comptes du mois. On trouvera dans le prochain numéro le relevé de deux mois, aussi complet et aussi minutieux qu'à l'ordinaire.

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 3 SEPTEMBRE. — Rencontre à Rambouillet du président du Conseil **italien** et du président de Gaulle.

Au **Congo belge**, Lumumba fait arrêter pour « sécession » les chefs du parti d'Union nationale du président Kasavubu.

Au **Ghana**, manifestations contre les essais nucléaires français.

Le gouvernement **cubain** reconnait la Chine populaire.

Accord **franco-marocain** pour l'évacuation des forces françaises.

DIMANCHE 4 SEPTEMBRE. — Fin de la visite de M. Khrouchtchev en **Finlande.**

Elections à **Madagascar :** victoire du parti social-démocrate (70 p. 100 des suffrages).

LUNDI 5 SEPTEMBRE. — Conférence de presse du général **de Gaulle.**

M. Senghor est élu président de la République du **Sénégal.**

Ouverture à Paris (au Cherche-Midi) du procès du **réseau Jeanson.**

MARDI 6 SEPTEMBRE. — Rupture au **Congo belge** entre le président de la République Kasavubu et le premier ministre Lumumba. Au **Kasaï**, offensive de l'armée contre les partisans de M. Kalondji.

MERCREDI 7 SEPTEMBRE. — Au **Congo**, M. Lumemba proteste contre l'action des troupes de l'O.N.U.

A Moscou, visite de M. Sekou-Touré, président de la **République de Guinée.**

JEUDI 8 SEPTEMBRE. — Au **Congo**, M. Lumumba se proclame chef d'Etat.

Berlin-Est interdit aux **Allemands de l'Ouest** le passage sans laissez-passer.

VENDREDI 9 SEPTEMBRE. — La **Yougoslavie** accuse l'O.N.U. d'action illégitime contre M. Lumumba.

Aux **Etats-Unis**, grève des chemins de fer de Pensylvanie.

SAMEDI 10 SEPTEMBRE. — Réunion du conseil de sécurité de l'**O.N.U.**, dont le secrétaire général met en accusation le gouvernement de Lumumba, tandis que se poursuivent de violentes et atroces batailles enre tribus.

Le **F.L.N.** en appelle au président Eisenhower pour un débat à l'O.N.U. sur la question algérienne.

LUNDI 12 SEPTEMBRE. — Constitution au **Congo** par M. Kasavubu d'un gouvernement Ileo (président du Sénat). L'U.R.S.S. et le Ghana soutiennent le gouvernement Lumumba.

MARDI 13 SEPTEMBRE. — La **République arabe unie** retire son contingent des troupes de l'O.N.U. au Congo.

La Conférence **interaméricaine** de Bogota, par 19 voix contre une (celle de Cuba), adopte le programme de développement économique.

Le Comité directeur du **Parti Socialiste** condamne la politique définie par le général de Gaulle le 5 septembre.

MERCREDI 14 SEPTEMBRE. — Au **Liban**, arrestation du chef de l'opposition.

JEUDI 15 SEPTEMBRE. — Au **Congo**, coup d'Etat militaire du colonel Mobutu.

Nouveau soulèvement au Katanga.

Le Conseil de Sécurité de l'**O.N.U.** refuse d'inviter la délégation de M. Lumumba.

Le **général Salan** prend position contre la politique algérienne du chef de l'Etat.

Saisie de l'**Express** et de **France-Observateur.**

SAMEDI 17 SEPTEMBRE. — Inculpation des signataires de la déclaration des 121 sur le **droit à l'insoumission.**

Congrès des **cheminots C.F.T.C.** qui propose la grève générale contre tout coup de force politique.

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE. — Victoire du parti social-démocrate aux élections **suédoises.**

MARDI 20 SEPTEMBRE. — En session extraordinaire, l'**O.N.U.** vote une motion du Ghana sur le Congo moins les abstentions de la France, de l'Afrique du Sud et du bloc soviétique.

MERCREDI 21 SEPTEMBRE. — L'Assemblée générale de l'**O.N.U.** procède solennellement à l'admission des nouveaux Etats africains.

JEUDI 22 SEPTEMBRE. — Le gouvernement interdit au général Salan de retourner en **Algérie.**

Discours du président Eisenhower à l'**O.N.U.**

SAMEDI 24 SEPTEMBRE. — Violent discours de Khrouchtchev à l'**O.N.U.**

Protestation de la **Fédération de l'Education Nationale** contre les mesures restrictives de la liberté des fonctionnaires.

LUNDI 26 SEPTEMBRE. — Intervenion de M. Fidel Castro à l'**O.N.U.**

MERCREDI 28 SEPTEMBRE. — Ferhat Abbas, représentant du F.L.N., reçu à **Moscou.**

Démission de parlementaires **musulmans** de l'U.N.R. de la commission d'élus algériens.

Le bureau de l'**O.N.U.**, par 12 voix contre 7, se prononce contre l'admission de la Chine communiste.

A l'**O.N.U.**, intervention de M. Nasser.

JEUDI 29 SEPTEMBRE. — Intervention à l'**O.N.U.** de M. Mac Millan, Premier britannique, qui a rencontré M. Khrouchtchev.

VENDREDI 30 SEPTEMBRE. — Perquisitions et arrestations au siège de la revue « **Esprit** ».

Proposition des neutres à l'**O.N.U.** pour une rencontre Eisenhower-Khrouchtchev.

Proclamation de l'indépendance du **Nigeria.**

VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER...

LA CHINE

par Robert LOUZON

Prix : 4 N.F. (franco)

TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par Pierre MONATTE

Prix : 6 N.F. 90

(Commandes à adresser à « la Révolution prolétarienne »
C.C.P. **734-99 Paris**)

L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS

par Roger HAGNAUER

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

par Pierre DICHAMP

Chaque exemplaire : 1 N.F.

POURQUOI ET COMMENT SE BAT LA HONGRIE OUVRIÈRE

L'exemplaire : 50 centimes

(Commandes à adresser à l'**Union des syndicalistes**
R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20e, C.C.P. **7473-08 Paris**)

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

par Alfred ROSMER

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

Prix provisoire de lancement : 15 N.F.

(Commandes à adresser au Cercle Zimmerwald
78, rue de l'Université, Paris (7e), C.C.P. **8.490.16 Paris**)